L'ACTION FRANÇAISE

4 € I N° 2835 I 66° année I Du 1° au 14 mars 2012 I Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois I www.actionfrancaise.net

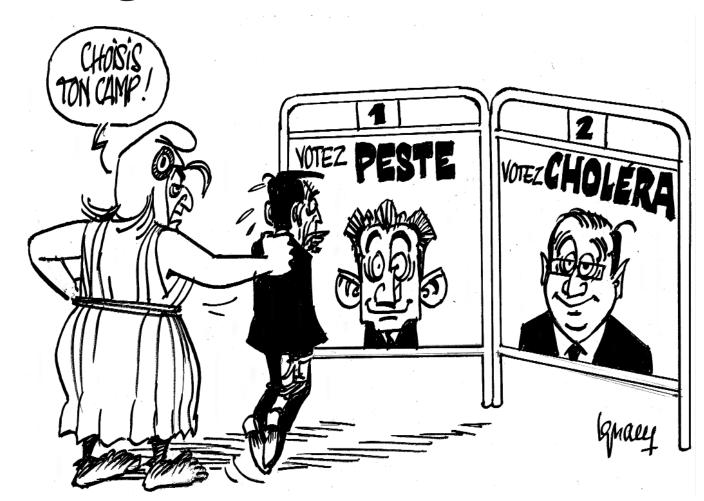


Les Français otages de la république

I 'ESSENTIFI

✓ ÉCONOMIE
Renault à Tanger :
regards croisés p. 2
✓ POLITIQUE
Bayrou en rase campagne p. 4
Marine Le Pen
contre le mondialisme p. 4
✓ SOCIÉTÉ
Internet sous surveillance p. 5
Gendarmerie et Renseignement
dans la tourmentep. 5
Vote des étrangers
et citoyenneté p. 6
✓ MONDE
L'humiliant sauvetage
de la Grèce p. 7
L'appel pressant
de l'Amérique latine p. 8
Un président consensuel
au Yémen ? p. 9
Treize contre un au Sénégal p. 9
✓ ARTS & LETTRES
Le monde
de Claude Debussy p. 10
Appels d'hier
et d'aujourd'hui p. 11 / HISTOIRE
1701 : La chance ne sourit qu'aux audacieux p. 12
René Benjamin, un ami d'AF p. 12
✓ IDÉES
La trahison perdue p. 13
L'athéisme est mort p. 13
✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS
La Dame de fer au cinéma p. 14
Relire Maurras n 14





Grand oral

VOUS ÊTES COMME MOI. Parfois, vous regardez encore la télévision. Lundi 27 février au soir, TF1 présentait François Hollande à une poignée de Français. D'emblee, et une fois de plus, un charisme de poisson rouge surgi de son bocal saute aux yeux des spectateurs. Aucune séduction intellectuelle ne s'en dégage, pas même un peu de gouaille. Une agricultrice chiraco-conservatrice lui fait la moue. Une enseignante, syndicaliste laïque, reste sage et sérieuse, éternelle bonne élève. Une autre, ayant connu le chômage, reçoit la compassion du candidat. Un soufflet retombe. Un ange passe. Mon Dieu! Et dire que c'est cet homme-là qui, dans quelques semaines, peut-être, conduira nos destinées. Un frisson nous saisit, fruit de l'effroi.

Il y a dans ce spectacle pathétique, qui met en scène un élève et son jury dubitatif, d'où ne ressortira pas indemne l'homme qui croit pourtant l'avoir maîtrisé, un compromis de plus à la déesse démocratie, et qui a pour vrai nom sacrifice. La force de l'exécutif réside pourtant dans le respect qu'on lui accorde. Ce putassier aux faveurs d'un électorat par essence sans fidélité, a quelque chose de navrant et d'outrageant pour la majesté de l'État. Combien sommes-nous à prendre conscience de cet abaissement, ou, si vous préférez, de cet avilissement, où les Français réduisent celui qui prétend les représenter dans quelques semaines ? L'émission achevée, que reste-t-il sinon un hochet, un fantoche, une marionnette? Cet homme, qui s'est plié en quatre pour leur plaire, est marqué au fer d'un tache indélébile, d'une tare congénitale. Entre plaire et gouverner, nous n'avons vu que la

première démarche, sans jamais voir la seconde. Il procède de ce spectacle sans grandeur un déclin toujours plus profond de la République, ce qui ne serait pas pour nous déplaire si ce genre de procédé n'entachait également la France même. Cela nous renvoie aux premières heures de la monarchie capétienne, où, après l'élection de Senlis, quelques grands osaient rappeler à Hugues Ier : « Qui t'a fait roi? » Nous n'aurons de cesse, à présent, de rappeler à ce candidat de pacotille, à chaque manifestation qui l'attend, à chaque mouvement social qu'il aura à affronter : « Qui t'a fait président ? » Mais tandis que la monarchie française avait su, en quelques générations, mater cette indiscipline, la République, et avec elle la France, semble s'enfoncer toujours davantage sous les coups de l'opinion publique. 🗆

Marc Savina

□ REGARDS CROISÉS

Querelle à Tanger

Alors qu'il inaugurait une usine au Maroc, le P-DG de Renault et Nissan, s'est trouvé cloué au pilori. L'heure n'est-elle pas au "made in France" ?

a démocratie est le règne de la petite phrase, de l'exagé-■ration, de la généralisation. Notre méthode, l'empirisme organisateur, est une démarche radicalement opposée : l'étude et l'analyse des faits doivent nous garder de toute tentation simplificatrice. Regards croisés ne signifie pas forcément avis contraires, mais plutôt confrontation constructive. L'Action française est aussi un lieu de débat : qu'on se le dise! ■

Un choix pragmatique

□ L'INAUGURATION le mois dernier de l'usine Dacia de Tanger n'est pas passée inaperçue, c'est le moins qu'on puisse dire, et les politiques de tous bords se sont répandus en cris d'orfraie pour des raisons diverses et variées, certains de nos amis ne craignant pas de joindre leur voix à ces lamentos. Qu'il me soit permis, à mes risques et périls, d'exposer ici l'opinion à contre-courant d'un modeste industriel.

Certes, les décisions de M. Ghosn prêtent parfois le flanc à la critique, voire à l'incompréhension (comme la vraie-fausse affaire d'espionnage), et qu'on ne compte pas sur moi pour défendre ce dirigeant, par ailleurs impitoyable avec ses fournisseurs (à l'instar d'ailleurs de ses pairs). Mais les critiques menées à son endroit dans cette affaire (connue depuis 2009) me semblent parfois peu pertinentes.

La première raison est stratégique : Dacia, marque roumaine reprise par Renault en 1999, occupe au sein des marques du groupe le créneau "bas coût" (comme Skoda chez Volkswagen): dans ces conditions, l'ouverture d'une usine en Europe de l'Ouest, où les capacités de production sont déià excessives, aurait été incompatible avec ce positionne-

SALON

L'agriculture

sous les projecteurs

Soigné par les responsables

politiques le temps d'un salon,

le monde agricole mérite mieux

qu'une simple visite électorale.

entendu est que la principale raison de cette "délocalisation" (qui n'en est pas une puisque le modèle produit à Tanger n'est aujourd'hui produit dans aucune usine du groupe) est la modicité des salaires sur place (250 euros). Or ce n'est qu'un élément parmi d'autres : en effet, la part de la main d'œuvre dans le coût d'une automobile sortie d'usine se situe entre 10 et 20 %. Si le Lodgy se trouve être vendu moitié moins cher que son cousin de chez Renault, ce n'est donc pas uniquement du fait des faibles salaires des ouvriers marocains : c'est aussi lié au fait qu'il sera produit dans une usine neuve, conçue pour lui, avec des équipements et des méthodes dernier cri, et non pas dans les sites "historiques" datant de plusieurs dizaines d'années. D'ailleurs, Renault sait bien (depuis les grèves ayant secoué l'usine de Pitesti en mars 2008, à l'issue desquelles les salariés roumains ont obtenu des hausses de salaire de 40 %) que l'avantage salarial n'est pas éternel. Il ne peut donc à lui seul motiver un investissement de plusieurs milliards d'euros.

ment. Un autre argument souvent

Mais il y a aussi dans cette implantation outre-Méditerranée une composante politique : le roi du Maroc, présent lors de l'inauguration de l'usine, montre symboliquement le soutien de l'État à cette industrie, soutien qui se traduit par des exemptions d'impôt importantes... Par ailleurs, le Maroc n'ayant pas vocation à moyen terme à rejoindre l'UE, cette usine ne sera pas soumise aux règles de plus en plus contraignantes (droit du travail, environnement...) qu'impose Bruxelles, y compris en Europe de l'Est.

Le troisième avantage que je vois à cette implantation concerne un problème que connaissent tous les industriels français, qu'ils





soient Renault ou Ferrand: la main d'œuvre. À Tanger, Dacia bénéficiera d'une main d'œuvre abondante, motivée, qualifiée, non syndiquée... chose qu'on ne cherche même plus sous nos cieux depuis longtemps (j'ajoute au passage qu'il est pour le moins curieux de déplorer l'immigration et de s'insurger contre les créations d'emplois dans les pays d'émigration...).

Le patriotisme économique est certes une nécessité vitale, mais il doit rester pragmatique et ne pas entraver l'indispensable développement international de nos rares "champions" encore efficaces. Si nos politiciens veulent s'occuper utilement de ce sujet, je leur propose deux pistes : les délais de paiement des administrations, et la relation client-fournisseur dans les groupes parapublics... Mais là, les discours ne suffisent pas! ■

Jean-Marc Ferrand

Un pouvoir fataliste

□ LA DIFFÉRENCE entre l'indignation et la réaction est de même nature qu'entre idéologie et empirisme. Les propos tenus par certains politiques lors de l'inauguration de l'usine Dacia à Tanger relèvent, il est vrai, davantage de l'indignation, mais ils ne sont pas pour autant injustifiés, eu égard au processus de fond dans lequel s'inscrit cette installation, - qui a vu la production française de véhicules Renault et PSA passer de 50 % à 30 % en moins de dix ans et à l'argumentation de Carlos Ghosn et de ses lieutenants.

Ceux-ci n'ont pas manqué d'alléguer les 630 millions d'euros de retombées indirectes pour la France, mais ont été plus discrets sur l'*erratum* publié le lendemain et qui relativisait largement ce chiffre. Mais l'essentiel n'est pas là. L'argument selon lequel le monospace low cost ne va pas empiéter sur la production française est difficilement crédible. L'exemple de Dacia est révélateur, puisque sa part de marché en France a atteint 4 % en 2011 : « un succès bien au-delà de ce qu'on espérait », selon le propre aveu du directeur commercial de Renault. Nul doute qu'il en sera de même pour le Lodgy et que nos 5008, Scenic et autres Espace (produits en France) en pâtiront. Les arguments sur la compétitivité sont déjà plus convaincants,

et il est indéniable qu'un dirigeant d'entreprise n'hésitera pas longtemps à la vue des obstacles présents dans notre pays. C'est pourtant dans ce contexte que les grands groupes devraient utiliser leur pouvoir pour négocier avec le gouvernement les conditions dans lesquelles une unité de production pourrait être installée en France, ou relocalisée. Certains, dans des circonstances pas forcément comparables mais qui peuvent servir de référence, l'ont fait. Le promoteur Nexity a, par exemple, obtenu du gouvernement Raffarin le permis de construire une salle de marchés par couverture de la N314 à Nanterre, afin d'y regrouper plusieurs centaines de traders, là où un refus se serait traduit par une im-

L'indifférence du pouvoir en place justifie donc l'incompréhension parfois exprimée violemment, en ce qu'elle pointe l'absence de volonté politique et de vision à long terme. À l'heure où nous écrivons ces lignes, les ouvriers de l'usine Renault de Douai sont en vacances forcées pour cause de surproduction, et le groupe PSA discute avec General Motors d'une alliance qui pourrait aboutir, entre autres, à de nouvelles fermetures de sites de production en France. On attend du futur gouvernement une vraie réaction, qui commencerait par arrêter de confondre réalisme avec fatalisme. ■

plantation à Londres.

Pierre Marchand

» NOSTALGIE

Dans l'attente d'une éventuelle résurrection, les francs viennent de rendre un ultime soupir. Les particuliers avaient jusqu'au 17 février pour échanger leurs derniers billets. Au nombre de cinquante millions, ceux-ci équivalaient, en début d'année, selon la Banque de France, à 600 millions d'euros. Les coupures non rapportées vont faire l'objet d'un reversement à l'État, Bercy tablant sur une recette de 500 millions d'euro. Preuve que la nostalgie du franc contribue bel et bien à l'assainissement des finances publiques.

» AUTOMOBILE

L'industrie automobile est-elle condamnée à quitter le Vieux-Continent? Mitsubishi a annoncé l'abandon de son usine européenne. Mais Toyota se félicite de son implantation hexagonale. « Le constructeur japonais vient discrètement d'installer une troisième équipe dans son usine française de Valenciennes », rapporte notre confrère Alain-Gabriel Verdevoye (La Tribune, 13 février). « "On peut produire une petite voiture en France à condition de remettre en cause le mode d'organisation, de conception, de production de la voiture, la façon de travailler avec les fournisseurs", explique Didier Leroy, le P-DG de Toyota Motor Europe. » Sans nier l'importance des coûts salariaux, celui-ci en relativise le poids. D'autant que pour réacheminer vers l'Europe occidentale des véhicules produits en Europe de l'Est, les coûts logistiques « peuvent "représenter plus de 50% du différentiel de coûts salariaux" ».

- L'ACTION FRANÇAISE 2000 -

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris Tél.: 01 40 39 92 06 - Fax: 01 40 26 31 63 www.actionfrançaise.net redaction@actionfrancaise.net secretariat@actionfrancaise.net abonnements@actionfrancaise.net ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†) Directeur de la publication : M.G. Pujo Directeur éditorial : François Marcilhac Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost Politique: Jean-Philippe Chauvin,

Société: Stéphane Blanchonnet. Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,

Économie & Social : Philippe Lornel, Pierre Marchand, Guy C. Menusier

Europe: Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menusier Monde: Philippe Maine,

Pascal Nari, Maurice Perseval Arts & Lettres :

Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Louis Montarnal

Michel Fromentoux, Yves Lenormand

Stéphane Blanchonnet, Louis de Galice, Dimitri Julien, François Marcilhac, abbé Guillaume de Tanoüarn

Abonnements, publicité, promotion :

Chaque année, la visite du Salon de l'agriculture constitue un rituel qui annonce le printemps. Aucun des postulants à l'Élysée n'a oublié de s'y soumettre. Mais cela cache un immense malentendu : les politiciens, pour la plupart, ne s'intéressent plus à l'agriculture, ni aux agriculteurs. Ils ont intégré que le monde était désormais "urbain" et plaquent sur les campagnes des modèles économiques qui oublient les particularités rurales et paysannes. Ils ne raisonnent qu'en termes de compétitivité et de profits, alors que ces éléments

de l'activité agricole. Il est loin le temps où la terre comptait plus que l'argent. Cela explique la difficulté de maintenir des exploitations petites ou moyennes qui, pourtant, permettraient de relancer, dans de multiples espaces ruraux aujourd'hui en déprise agricole, un véritable aménagement du territoire et une activité plus équilibrée, moins dépendante des marchés internationaux.

ne sont pas forcément les plus déterminants

Valeurs paysannes

Les politiciens et les technocrates n'ont pas de temps à "perdre", semble-t-il, à défendre un monde paysan qui apparaît en déclin, malgré la place des exportations françaises sur le marché mondial, et qui ne présente plus guère de spécificité sociale. Ainsi, les dirigeants politiques, candidats à la présidentielle ou non, sont-ils moins intéressés à la question agricole, ne serait-ce que parce que le réservoir de voix y est désormais moins rempli, et que

vait apparaître comme les "valeurs paysannes", pourtant plus "naturelles" ou respectueuses du temps et de la terre... J'ai bien écrit "valeurs paysannes" et non seulement "agricoles" car, aujourd'hui, je ne confonds pas ces valeurs et les traditions paysannes avec une sorte de fureur productiviste et le modèle de l'agrobusiness" qui savent si bien et si dangereusement faire "mentir la terre"... Cela étant, les politiciens auraient tort de

notre société a largement rejeté ce qui pou-

négliger un monde rural qui aura encore, s'il saisit l'occasion au vol, de belles et prometteuses heures devant lui. Aussi, se contenter d'aller à la pêche aux voix, sans approfondir la réflexion sur l'avenir de nos campagnes, comme le font, rituellement, nos candidats à l'Élysée, est-il une preuve supplémentaire du "court-termisme" électoral dont la France tout entière, en définitive, est la principale

> Jean-Philippe Chauvin www.nouvelle-chouannerie.com

Les Français otages de la république

'est peut-être parce que l'actualité ne nous y invite pas, du moins en apparence, qu'il est nécessaire de prendre du recul par rapport aux soubresauts - sondages, petites phrases, propositions démagogiques, recherche de signatures - d'une campagne électorale qui ne répond pas à l'angoisse des Français. N'est-ce-pas d'ailleurs ce que nos compatriotes sont en droit d'attendre des royalistes, qui ne sont pas partie prenante du jeu de rôles républicain ? Un jeu qui, pour être rituel, n'en est pas moins funeste au pays.

Non que nous portions sur les problèmes du pays le point de vue de Sirius : il nous appartiendra, le moment venu, de "prendre parti", la République nous y contraint, tout simplement parce qu'elle est là et que se réfugier dans une attitude d'émigré de l'intérieur est le meilleur service que nous puissions rendre à ceux qui, jour après jour, dilapident l'héritage parce qu'ils ont désappris, avec l'idéologie républicaine, la notion d'héritier. Ne comptez pas sur moi pour voter, le 22 avril, "Vive le Roi!": j'ai trop de respect à la fois pour la personne du Prince et pour mes concitoyens. Il convient, au contraire, de défendre par tous les moyens, même légaux, même électoraux, un pays que les élites, de droite et de gauche, trahissent chaque jour dans les faits parce qu'elles l'ont trahi, une fois pour toutes, en esprit. Oui, nous devons, nous aussi, descendre dans l'arène, mais avec cette spécificité bien royaliste de savoir que les combats que la République nous impose n'épuisent pas notre lutte, et qu'il convient de s'y mêler avec cet esprit de "recul" qui doit nous permettre, à terme... de mieux sauter à sa gorge! « Notre propagande, conclut l'Action française, fait [...] une conspiration à ciel ouvert. Ayant condamné le régime, travaillons à l'exécuter. » Ces propos de 1910 sont d'une actualité chaque jour renouvelée et constituent notre raison d'être, à la fois comme école de pensée et comme mouvement. Mais nous sommes engagés dans une course de vitesse. C'est le régime qui risque, auparavant, d'exécuter le pays. L'échéance ne serait inéluctable que si nous baissions les bras. Voter est un moyen, parmi d'autres, de la retarder, pour préparer la victoire du pays réel. Car se contenter du rôle de Cassandre n'est pas notre destin.

À travers les élections, présidentielle ou législatives, la République prend en otage les Français. Elle les contraint à se diviser dans des luttes qui les rendent étrangers à eux-mêmes, non seulement à leurs intérêts particuliers, que la vertueuse Marianne appelle à mépriser au nom de l'intérêt général pour mieux défendre les rapines du pays légal, mais à leur âme elle-même. Que depuis le fameux entretien de Sarkozy dans Le Figaro Magazine, la rumeur enfle ici ou là que l'élection présidentielle se jouerait aussi et peut-être avant tout sur les "valeurs" en est la confirmation tragique. Tragique : je pèse le mot. Que ce qui fonde notre regard sur l'homme et la société puisse devenir un enjeu électoral se jouant à deux ou trois pour cent, voilà qui serait suffisant à condamner le régime en dehors de sa trahison constante de l'intérêt national dans le cadre européen.

On savait la "gauche" favorable à la coupure anthropologique et sociétale. Il faut avouer que les lobbies en tous genres ont trouvé en François Hollande un relais doté d'un redoutable instinct de mort. Avec son élection, tout y passera - le mariage, l'adoption, la famille - et surtout, tous y passeront : les malades, les vieux, les "anormaux" il en naît encore 4 %, un scandale ! -, les embryons - pour la recherche. Hollande, c'est l'Attila sociétal. Pas un lobby désireux de dissoudre le mariage et la famille, de faire de l'enfant l'objet un droit - avant d'en faire une marchandise, comme aux États-Unis ? -, de promouvoir l'assassinat de masse des "indésirables" de leur conception à leur mort... anticipée, qui plus est au nom de leur dignité, ou de fournir en matériau humain les D' Jekyll, et surtout M^r Hyde, du "progrès scientifique", oui, pas un de ces lobbies mortifères qui ne trouve une oreille attentive et déjà, ou presque, un projet de loi tout ficelé.

C'est une constante de la gauche : on ne saurait l'accuser de chercher ainsi à faire oublier son bilan dans l'opposition. La droite libérale, elle, a intérêt à faire oublier le sien au pouvoir. Chômage, désindustrialisation, immigration, insécurité, accélération de la perte d'indépendance, de l'aube au crépuscule du quinquennat, du traité de Lisbonne de décembre 2007 au traité de Bruxelles de décembre 2011 : les comptes à rendre devraient condamner irrémédiablement Sarkozy aux yeux des Français. Vous me direz que le bilan de la gauche serait identique? Bien sûr que oui, puisqu'elle est d'accord sur l'essentiel... depuis trente ans! Mais c'est Sarkozy qui cherche à se faire réélire, pas Hollande : alors, pour faire diversion, il n'hésite pas à réitérer le coup de 2007 et à "cliver", comme on dit en langage politicien, sur la

question des valeurs. Non que cette question puisse mobiliser la majorité des Français les 22 avril et 6 mai prochains, mais elle est susceptible de faire gagner à Sarkozy ces... quelques pour cent dont il a absolument besoin pour consolider sa position. Et c'est ainsi que l'héritier politique de Giscard, lui aussi « produit [...] de la société démocratique en décomposition » et, au même titre que son père spirituel, "menteur, pourrisseur et fossoyeur" de la France ¹, prend le contre-pied d'Hollande sur les questions sociétales, alors même qu'il se demandait il y a encore deux ou trois semaines s'il ne devait pas, au contraire, en rajouter.

Certes, cette posture lui a permis de rallier Boutin et Nihous. Et les naïfs qui les suivent. Comme si la droite libérale n'avait pas entamé, au même titre que la gauche, voire anticipé, depuis 1974 et la légalisation de l'avortement, la dissolution de la société! La gauche le fait à visage découvert ; la droite libérale dans l'imposture. Les points non négociables pour les catholiques sont, selon Benoît XVI, la protection de la vie à tous ses étages, la reconnaissance de la structure naturelle de la famille et la protection du droit des parents d'éduquer leurs enfants. Boutin, pour prix de son ralliement, les a réduits au refus de toute union homosexuelle et de l'euthanasie et à la remise à l'honneur des racines chrétiennes du pays. Or chacun sait que, s'il était réélu, Sarkozy, congénitalement soumis au tropisme sociétal, libéré de toute perpective de réélection, "contraint" enfin par une UMP majoritairement sensible aux mêmes lobbies que la gauche - l'éviction de l'"homophobe" Vanneste l'a confirmé -, adopterait plus ou moins progressivement le même programme qu'Hollande. N'a-t-il pas tenté de l'imposer tout au long de son mandat ? Avec, cerise sur le gâteau, une libéralisation accrue du travail le dimanche! L'imposture est pire que tout, parce qu'elle dissimule sa force de dissolution en conduisant ceux-là même qui s'y opposent à la favoriser.

Oui, la République prend en otage les Français en faisant mine de jouer à la roulette électorale des "valeurs" auxquelles, de toute façon, nos "élites" ont déjà renoncé. C'est avec ce régime qu'il faut en finir. Définitivement.

□

François Marcilhac

1 - Cf Pierre Boutang, Précis de Foutriquet.

I NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Comment nous aider

LE JOURNAL est le moyen essentiel dont l'AF dispose pour diffuser ses idées.

Aussi, nous avons besoin des efforts de tous ses amis pour lui procurer les ressources nécessaires à son existence et à son développement.

Comment nous aider: > d'abord, pensez à faire circuler *L'AF 2000* autour de vous, dans votre famille, parmi vos amis, > fixez-vous comme objectif de nous trouver au moins un nouvel abonné cette année,

> vérifiez dans votre quartier que notre journal est bien mis en évidence dans les kiosques où il est diffusé,

> participez à notre souscription, ne serait-ce que d'un ou deux euros par semaine, ou plus suivant vos moyens, et chaque trimestre, faites réaliser un prélèvement automatique sur votre compte bancaire en faveur du journal (1 euro x 12 semaines = 12 euros). Tout ceci est à la portée de tous.

Merci d'avance, avec notre reconnaissance.

Marielle Pujo

✓ Demandez-nous le formulaire de prélèvement automatique.



Liste n° 1

Virements réguliers: Marius Guigues, 10,58; M^{me} Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28; Jean-Pierre Lamy, 30.

Comte d'Elbée, 150 ; M^{me} Jeanine Maillac, 150 ; M^{me} Gaëlle Berger, 150.

Total : 518,68 €

✓ Les versements pour le journal sont à effectuer par chèque à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio, à L'Action Française 2000, 10 rue Croixdes-Petits-Champs, 75001 Paris.

□ PRÉSIDENTIELLE

Bayrou en rase campagne

Demeurant seul en lice parmi les centristes, François Bayrou dispute à Marine Le Pen l'ambition de rompre avec le bipartisme.

Portrait d'un idiot utile.



 François Bayrou est un trou noir de plus dans la galaxie centriste »

première vue, le Béarnais ne manque pas de panache. Mais si on lève quelque peu le voile, on s'aperçoit très vite que dans le genre rideau de fumée, il excelle comme tous les autres. Se croyant un destin présidentiel, il avait confié, crânement, en 2002 : « Je me présente pour prendre date. En 2007, je serai au deuxième tour. Et en 2012, je gagne. » Mieux, parce qu'il aurait, avant tout le monde, prédit la crise financière, sa posture de Cassandre le rendrait quasiment incontournable. Celui encore que les média présentent à l'envi et même ad nauseam comme le candidat "anti-système" est convaincu tout à la fois que cette épithète lui sied parfaitement et qu'il est bien le seul à pouvoir tournebouler le système.

Le bilan d'un ministre

C'est oublier que François Bayrou est un pur produit dudit système qu'il prétend pourfendre. D'ailleurs, c'est le système en question qui a forgé ce faux rebelle qu'il considère autrement plus fréquentable qu'une Marine Le Pen qui exhalte par trop une insoutenable odeur de soufre. Pilier du système, il en a perpétué et aggravé les tares lorsqu'il fut, par trois fois, ministre de l'Éducation nationale (de 1993 à 1995 sous le gouvernement Balladur et de 1995 à 1997 sous les deux gouvernements Juppé). De son passage, on retiendra notamment sa calamiteuse réforme de l'enseignement supérieur (dite LMD) ainsi qu'une propension à se coucher devant les puissants syndicats de la rue de Grenelle. Il est vrai que cette dernière posture lui était préférable après avoir échoué à réformer la loi Falloux sur le financement public des investissements des établissements d'enseignement privé.

Anti-sarkozysme

Les Français ont la mémoire courte et ce bonimenteur professionnel a su y faire, depuis lors, pour gommer son ancienne image. Son positionnement médian dans les sondages lui permet tous les espoirs. En créant son Mouvement démocrate au lendemain de la présidentielle de 2007, où il avait obtenu un honorable résultat de 18,5 %, Bayrou s'est encalminé dans l'anti-sarkozysme de combat. Une vague qui se revelera porteuse tout au long du quinquennat finissant, faisant de ce fin lettré, nourri aux humanités les plus classiques, le seul héritier de la défunte UDF et donc le seul authentique centriste politique de l'échiquier.

Hervé Morin et Jean-Louis Borloo, par leur trop grande proximité avec Nicolas Sarkozy, se sont brûlé les ailes au soleil de leurs ambitions à la petite semaine. Un maroquin, sinon rien. Rien, en effet. Jean-Louis Borloo a explosé en plein vol en renonçant, après maints atermoiements médiatiques, à se porter candidat, tandis qu'Hervé Morin, cruellement qualifié par ses amis de « fromage à 0 % » (bon pour la santé, mais mauvais pour les sondages), ne décolle pas.

Au sein de la nébuleuse centriste, restent François Bayrou et ses fidèles alliés dont l'inoxydable archéo-giscardienne, Marielle de Sarnez. Certes, mais au fond, que reste-t-il de Bayrou lui-même ? Pas grand-chose si ce n'est sa valse hésitante entre un Parti socialiste qui, un temps, en aurait volontiers fait une recrue de choix, et une UMP qui, tout en le rejetant, serait prête à presque tout pardonner à son enfant terrible. Que propose-t-il de novateur? La vacuité dans la continuité de ses prédécesseurs.

Affaires de mœurs

Favorable à l'adoption par les homosexuels (même s'il se dit opposé à leur mariage, ce qui est un pis-aller temporaire avant acceptation définitive), François Bayrou est, à l'instar de ses coreligionnaires de l'UMPS, rongé par ce mal irrémédiable du libéralisme. Rappelons également qu'il soutint le président de la République en votant au Parlement réuni en Congrès, le 4 février 2008, la loi constitutionnelle qui permettra la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne (alors même qu'il avait soutenu durant sa campagne de 2007 qu'il soumettrait à nouveau à référendum le traité européen). En d'autres termes, il n'a pas hésité une seconde à s'essuyer les pieds sur le peuple dont il se gargarise tant à longueur de médias.

Bref, idiot utile du système, Bayrou est un candidat inutile dont le seul intérêt est d'apporter un supplément de voix au candidat qui sera le mieux placé pour l'emporter au second tour. Intérêt. toutefois, nullissime si l'on considère que selon les instituts de sondage TNS-Sofres et Ipsos, au second tour de l'élection présidentielle de 2007, 40 % de ses électeurs ont voté pour Nicolas Sarkozy, 40 % pour Ségolène Royal et 20 % ont voté blanc ou nul ou se sont abstenus. François Bayrou est un trou noir de plus dans la galaxie centriste dont la survie politique, en fin de compte, ne tiendra qu'à d'opportunes alliances nouées en dernières minutes. ■

Aristide Leucate aleucate@yahoo.fr

VOUS CHERCHEZ L'AF 2000 ?

Rendez-vous à cette adresse pour trouver un kiosque où l'acheter :

www.trouverlapresse.com

Marine Le Pen contre le mondialisme

Dans son "livre-programme", la présidente du Front national pourfend le capitalisme apatride, à l'image des royalistes sociaux du XIX^e siècle.

POUR QUE VIVE la France : tel est le titre du livre-programme de celle qui se présente à l'élection présidentielle comme la candidate exprimant « la voix du peuple », s'inspirant de « l'esprit de la France ». Du reste, s'agit-il bien d'un livre-programme? Le projet est paru il y a déjà plusieurs mois, et nous en avons analysé icimême les forces et les faiblesses. Ces quelque deux cent cinquante pages révèlent plutôt les fondements de l'action de la candidate. (Mort-née ? Nous le saurons le 16 mars.) On sait que M. Le Pen aime prendre à rebrousse-poil son propre électorat. Tel n'est pas vraiment le cas de ce livre, qui est un pamphlet aussi virulent qu'étayé contre le mondialisme. Or, depuis un an qu'elle est devenue la présidente du FN, elle a eu le temps de convaincre ses électeurs que la véritable frontière, aujourd'hui, ne se situe plus entre une gauche et une droite institutionnelles devenues également libérales - à quelques nuances près -, mais entre ceux qui croient encore en la nation et ceux qui se sont aplatis devant le mondialisme.

Quelles priorités ?

Ce livre a l'avantage d'être didactique, qu'il s'agisse du mondialisme, qui « n'est pas un humanisme », de cet "empire du Bien", qui « est d'abord dans nos têtes » ou des "valeurs", dont la première est la nation, sur lesquelles « engager un projet national ». Les chantiers prioritaires? Retrouver la morale publique - « en Sarkozie en effet, on n'exerce pas le pouvoir, on se vautre dedans » - et un État fort - « régalien, protecteur, solidaire, stratège, influent, solide ». Nous ne sommes pas de tradition jacobine. Ce discours peut nous indisposer. Sauf que, contrairement à ce que les mondialistes ne cessent d'ânonner pour justifier les abandons de souveraineté, nous ne souffrons pas, à l'heure actuelle, d'un trop-plein d'État, mais d'une absence d'État ou d'un État mal placé dans des secteurs clefs qui sont traditionnellement de sa compétence, tels que la sécurité, l'incitation économique - qui ne signifie pas planification rigide ou encore la politique migratoire, totalement abandonnée aux mains des technocrates idéologues de Bruxelles, euxmêmes sous la coupe de financiers apatrides. De plus, Maurras nous l'a appris, en République, la France a plus besoin d'État qu'en monarchie. MLP tiendrait-elle un discours de gauche ? Les références en sont souvent issues. Jacques Sapir, dans Le Figaro Magazine

du 4 février dernier, rétorquait au secrétaire d'État UMP Pierre Lellouche, qui lui demandait si cela ne le gênait pas, lui, l'homme de la gauche de la gauche, de servir des arguments à Marine Le Pen : « Non, dès lors que ce que je dis est juste et reconnu comme tel. » Et d'ajouter : « Ce qui me gênerait serait de devoir dire quelque chose de faux pour être sûr qu'un tel ou une telle ne le reprenne pas! » Voilà qui est parler à la fois honnêtement et intelligemment!

Conjonction politique

Du reste, une certaine conjonc-

tion entre les nationaux et la gauche de la gauche, par-dessus la république oligarchique, s'est déjà historiquement vérifiée, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, même si, comme avec le Cercle Proudhon, l'aventure n'a guère dépassé la rencontre objective de deux critiques radicales d'un système. De ce point de vue, M. Le Pen n'a pas tort de rappeler que « lorsqu'on est sincèrement contre l'idéologie mondialiste, on est alors contre l'Europe supranationale et ultralibérale, contre l'euro et contre l'immigration »... Ce qu'on pourrait au fond reprocher à MLP c'est de ne pas savoir ou - ce qui serait peutêtre pire - de feindre d'ignorer que ses analyses opposées à un grand capital financier anonyme et vagabond, non seulement indifférent à la misère sociale, mais plus encore outil de désagrégation sociale et nationale, rejoignent, dans leur inspiration - l'histoire est passée celles que les catholiques et les royalistes sociaux, au XIXe siècle, ont été les premiers à formuler, en dehors de tout paternalisme, et celles que Maurras synthétisait de manière prodigieuse dans un texte comme Libéralisme et Libertés. La question sociale est le bien propre des nationaux, même si, malheureusement, au XXe siècle, ils l'ont trop souvent oublié devant les menaces historiques, ce qui faisait enrager un Jean-Pierre Maxence, en 193/, au lendemain du Front populaire, dans son Histoire de dix ans. Tout cela pour souligner que le message de M. Le Pen serait encore plus fort s'il était davantage enraciné. Elle n'en a pas moins raison d'exhorter la jeunesse française en ces termes : « Ne devenez jamais comme nos élites actuelles, croyez en la France! » 🗆

François Marcilhac

✓ Marine Le Pen, *Pour que vive la France*, éd. Jacques Grancher, 250 pages, 15 euros.

□ ACTA

Internet sous surveillance

La négociation d'un accord international censé faciliter la lutte contre le "piratage" la contrefaçon inquiète les défenseurs des "libertés numériques". Plongée dans leurs pires cauchemars...

n accord secret suscite de plus en plus d'opposition dans le monde, un traité qui serait le bras armé du Kraken, la pieuvre géante qui menace la Toile. Pourtant, les articles de presse sont rarissimes sur Acta, traité qui, au nom du respect des droits de la propriété intellectuelle et de la nécessaire uniformisation des législations, créerait de nouvelles sanctions pénales poussant les acteurs d'Internet à "coopérer" avec les industries du divertissement pour surveiller et censurer les communications en ligne, en contournant l'autorité judiciaire. À côté, l'Hadopi, c'est de la piquette...

Ambiguïtés juridiques

L'Anti-Counterfeiting Trade Agreement, autrement dit l'accord général de lutte contre la contrefaçon, porte une appellation trompeuse. Pour ses promoteurs, il est censé empêcher les contrefaçons comme celles des marques de luxe et sauvegarderait les investissements en matière de recherche et de développement donnant lieu au dépôt de brevets. L'accord a aussi la prétention d'apporter un appui aux artistes et d'harmoniser au niveau mondial les législations relatives au droit d'auteur. Bref, un accord souhaitable pour le bienfait de l'humanité...

À y regarder de plus près, cette avalanche de bons sentiments suscite quelques interrogations. Juridiquement, la contrefaçon est le fait de reproduire ou d'imiter un produit sans en avoir le droit. Or, copier un fichier sur Internet ne devrait pas constituer juridiquement une telle violation puisque la copie est rigoureusement identique à l'original. Mais il ne s'agit pas non plus d'un vol puisque l'original n'est pas subtilisé! L'information est simplement partagée gracieusement...

On mesure ainsi l'ambition démesurée d'Acta... ou plutôt ses motivations cachées. D'ailleurs, l'accord ne définit pas la propriété intellectuelle. On peut imaginer qu'il s'agit avant tout des marques déposées mais, par extension, ce

» SOS TOUT-PETITS

SOS Tout-Petits vous invite à venir prier près de l'hôpital Tenon, où les avortements, arrêtés en juin 2009, ont repris en avril 2011. Rassemblement le samedi 10 mars 2012, à 10 h 30, au métro Gambetta, angle de la rue de Chine et de l'avenue Gambetta, Paris 2°, pour une marche autour de l'hôpital, et le samedi 31 mars, à 10 h 30, au même endroit, pour une manifestation statique.



Manifestation contre le traité Acta à Toulouse le 28 janvier 2012

concept touche n'importe quelle idée qui pourrait, à terme, être "copyrightée"! Les conséquences sur l'usage d'Internet peuvent être phénoménales...

Délinquant en puissance

Imaginons que vous vous payez des cours particuliers. Le soir, heureux de vos connaissances, vous en faites profiter votre épouse. Une démarche qui peut vous coûter cher... Avec Acta, vous êtes en effet considéré comme un délinguant, dans la mesure où vous avez partagé gratuitement cette information alors que vous seul avez payé pour l'acquérir. Ce monde à la Big Brother paraît encore largement virtuel, étant donné que personne ne saura, en dehors du cercle familial, que vous avez partagé cette information. Aujourd'hui, c'est vrai... Mais demain, avec la surveillance renforcée au nom des "observations de précaution" préconisées par Acta, vous serez facilement démasqué! Les mesures techniques efficaces, telle l'utilisation de serveurs proxy, permettant de masquer l'adresse IP de l'internaute, seraient également interdites.

En effet, une connexion Internet est à l'image d'un tapis roulant circulant dans les deux sens : les paquets de données entrent et sortent de votre ordinateur. Avec Acta, les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) seront tenus d'ouvrir et d'inspecter chaque paquet que vous recevrez et enverrez pour y chercher d'éventuelles données "copyrightées". Si vous envoyez un fichier MP3 à un ami avec un logiciel de messagerie instantanée, "uploadez" une vidéo, citez un article de presse dans un courriel, vous tomberez sous le coup des incriminations

d'Acta... De plus, vos échanges seront transmis aux éditeurs qui pourront également vous poursuivre... Les FAI seront bientôt requis de constater qu'il n'existe pas sur leurs serveurs de liens avec du contenu "copyrighté". Mais que se passera-t-il pour les sites hébergeant du contenu partagé par leurs membres comme Youtube ou Twitter ? Quant aux douaniers, vont-ils fouiller les baladeurs MP3 à la recherche de musique téléchargée illégalement ? On aurait pu espérer que l'argent récolté profiterait aux artistes mais ceux-ci devront respecter ces mêmes règles. À l'absurde, on imagine aisément que des bouts de phrase "copyrightés" pourraient être soumis à ce genre de restriction!

Filtres à profusion

L'accord ne profite en fait qu'à une partie de l'industrie, celle du divertissement qui gère les "contenus". Acta est le résultat de leur lobbying auprès de trente-neuf gouvernements qui participent aux négociations dans un silence étonnant. Grâce à Wikileaks, quelques bonnes feuilles sont desormais connues. Dans certains pays communistes ou totalitaires, les filtres d'internet fonctionnent à merveille : ce sont ces techniques de blocage que tentent de mettre en place au niveau mondial les tenants d'Acta. Ainsi ,un blog ou un compte Twitter diffusant de l'information "copyrightée" pourraient être rapidement supprimés. Une menace supplémentaire à la liberté d'expression dans un monde déjà pourtant largement encadré. Les sourires sarcastiques des Anonymous risquent fort de se transformer en rictus durables ! ■

Philippe Lornel

SÉCURITÉ & DÉFENSE

Gendarmerie et Renseignement dans la tourmente du quinquennat

À l'approche de l'élection présidentielle, l'heure est venue d'établir le bilan d'un quinquennat marqué par le rattachement de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur et la réorganisation du renseignement français.

BIEN OUE CELA FASSE... cina ans que nous sommes en campagne électorale, celle-ci s'accélérant à l'approche de la fin du quinquennat, il est temps de dresser quelques bilans. En juin 2008 est parue la nouvelle mouture du Livre blanc qui détermine le cadre de la doctrine militaire pour les années à venir. En particulier, ce document prétendait prendre en compte la mondialisation qui s'est accélérée après la chute du mur de Berlin et la fin de l'empire soviétique. Or, cette évolution a eu des conséquences sur la gendarmerie et le monde du renseignement. La réforme de la gendarmerie n'est pas directement liée au Livre blanc, mais plutôt à l'inclination naturelle pour la réforme à tous crins dont a fait preuve notre hyper-président.

Une demi-mesure?

C'est ainsi qu'en janvier 2009, la gendarmerie est passée sous le giron du ministère de l'Intérieur, les gendarmes conservant toutefois leur statut militaire. Une demi-mesure? Cette mutation a été largement vécue comme une étape vers la fusion avec la police, que certains envisagent sous le prétexte que police et gendarmerie feraient le même métier et qu'il ne serait donc peut-être pas nécessaire de garder deux entités. Analyse superficielle! La gendarmerie couvre 95 % du territoire et 50 % de la population. Son statut militaire lui donne une obligation de disponibilité totale que n'a pas la police, à statut civil. C'est pourquoi leur fusion ferait surgir trois risques: laisser s'installer un désert de la sécurité, se trouver dans l'obligation de tripler les effectifs de police, ou recourir à des sociétés privées. À bien y regarder, ce ne sont pas tant les actions menées au quotidien que son statut et ses modes d'action en temps de crise qui justifient l'autonomie de la gendarmerie. C'est pourquoi, même si les deux forces demeurent placés sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, elles devront bénéficier d'une doctrine d'emploi différente. Le Livre blanc fait la part belle

au monde du renseignement. Il semblerait que les responsables politiques aient enfin compris l'importance de cette activité tournée notamment vers l'extérieur, et non pas uniquement vers l'intérieur, contrairement à la pratique habituelle de la République. En septembre 2008, la DST (Direc-



tion de la Surveillance du territoire) et les RG (Renseignements généraux) ont fusionné pour constituter la DCRI (Direction centrale du Renseignement intérieur). Par ailleurs, il a été mis en place un Conseil national du Renseignement (CNR) chargé de fixer « les orientations stratégiques et les priorités » des services de renseignement français, aussi bien civils (DCRI) que militaire (DGSE, DRM, DPSD), et de planifier le déploiement des « moyens humains et techniques ». Bernard Bajolet, ancien diplomate dans les zones sensibles du globe, a été le premier nommé au poste de coordonateur national du Renseignement. Il s'est entouré d'anciens de la DGSE et de services affiliés. C'est aujourd'hui Ange Mancini, ancien patron du RAID, qui assure cette fonction.

La mise en œuvre semble légèrement différente de ce qui pouvait ressortir des analyses du Livre blanc. On a l'impression que le renseignement est devenu une véritable usine à gaz, les plates-bandes de nombreux services étant limitées par leurs voisins de palier immédiat. L'ajout d'une instance de coordination est-elle suffisante ? Elle prouve, en tout cas, que Paris s'interroge sur l'efficacité de son dispositif, qui n'a peut-être pas atteint le niveau de ses homologues anglo-saxons. Serait-ce que nos dirigeants considèrent toujours le renseignement comme une activité "sale" ? Reconnaissons toutefois que les restrictions en cours n'ont pas remis en cause le doublement du budget spatial militaire, ni la décision de renouveler les satellites d'observation.

Le bilan, pour l'heure, apparaît donc en demi-teinte. Si la réforme de la gendarmerie a allumé certains signaux d'alerte, celle du renseignement pourrait s'avérer intéressante. Mais la défense étant le premier poste que la République grignote dès qu'il s'agit de faire des économies budgétaires, il y a fort à parier que les belles intentions du début deviendront lettre morte. □

A. d'Andres

□ VOTE DES ÉTRANGERS

L'autre alibi du mondialisme

L'accession des étrangers non européens au droit de vote aux élections locales bouleverserait les rapports entre nationalité, citoyenneté et souveraineté. Aperçu des enjeux juridiques du débat.



Selon le Conseil constitutionnel, seuls les Français peuvent participer à la désignation des conseils municipaux.

u-delà du serpent de mer qu'elle constitue, la question du droit de vote des étrangers non européens aux élections locales françaises n'en revêt pas moins un intérêt certain, notamment pour les problèmes concrets qu'elle pose au regard des principes de nationalité, de citoyenneté et, pourquoi pas, de souveraineté, voire d'identité. Cette question connaît même un regain d'intérêt à chaque échéance présidentielle, celle à venir ne faisant pas exception, le candidat du PS ayant même promis de la régler définitivement en accordant ledit droit de vote à tous les étrangers réguliers vivant sur notre sol (tandis que son principal adversaire, le président sortant, s'y oppose symétriquement, alors qu'il y fut favorable en d'autres temps).

Principe et exceptions

Mais par-delà les antagonismes de façade, eu égard au tropisme xénophile de nos élites qui, en première comme en dernière instance, pratiquent depuis plus de trente ans la préférence étrangère, une constante demeure, d'ordre politique et juridique celle-là, qui est la conditionnalité juridique des étrangers. Celleci s'étend de leur entrée à leur sortie éventuelle, en passant par leur séjour plus ou moins durable sur le territoire national. Ainsi, les droits revendiqués par les étrangers et leurs défenseurs se heurtent aux prérogatives de l'État, dont la théorie classique objecte les arguments de souveraineté que sont la nationalité et la citoyenneté. En France, le principe est bien celui de l'ouverture des étrangers aux fonctions publiques dont fait évidemment partie la fonction "politique" (droit d'élire et d'être élu). Mais on remarque aussi que les exceptions peuvent neutraliser le principe. Ainsi, l'exception de souveraineté reste, en France, symboliquement forte pour empêcher actuellement toute accession des étrangers au droit de suffrage.

Que dit le droit?

Il existe à la fois une souveraineté dans l'État et une souveraineté de l'État, l'une comme l'autre étant en réalité indissociables car participant de la liberté de l'État de se donner ses propres lois. Partant, la liberté de l'État de fixer ses propres règles d'accueil et d'hospitalité des étrangers est une expression naturelle de sa souveraineté. L'article 3 de la constitution du 4 octobre 1958 dispose, par exemple, que « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. [...] Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques. » Et l'article L. 2 du Code électoral de reprendre en écho cet impératif constitutionnel : « Sont électeurs les Françaises et Français âgés de dix-huit ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques et n'étant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi. »

Le triptyque "souveraineté-nationalité-citoyenneté" présenté nécessairement dans cet ordre, car chacun des éléments est la conséquence du précédent, s'applique d'autant plus aux élections locales que le Conseil constitutionnel n'a pas hésité à les qualifier d'« élections politiques », dans la mesure où elles servent « à désigner des électeurs qui à leur tour désignent les sénateurs, qui sont eux-mêmes des représentants car ils expriment la souveraineté nationale. En conséquence, seuls les nationaux français [peuvent] participer à la désignation des conseils municipaux. » Certes, le juge constitutionnel peut revenir sur ce qu'il a dit, le retournement de veste étant devenu sa principale spécialité depuis 2004. Il n'empêche, qu'en saine logique, l'exception de souveraineté subordonne donc le droit de vote à la possession de la nationalité française, celle-ci conditionnant l'accès à la citoyenneté.

Le cas particulier des étrangers européens

Une exception à cette exception de souveraineté réside, cependant, au sein de l'article 88-3 de la constitution de 1958 qui ouvre ainsi, « sous réserve de réciprocité [...], le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales [...] aux seuls citoyens de l'Union résidant en France », à la condition qu'ils ne puissent « exercer les fonctions de maire ou d'adjoint ni participer à la désignation des électeurs sénatoriaux et à l'élection des sénateurs ». Néanmoins, cette citoyenneté européenne sans nationalité n'est pas absolue. D'abord, elle reste subordonnée à la réciprocité, ensuite elle est contingente au traité sur l'Union européenne dans la mesure où si ce traité venait à n'être plus appliqué, la citoyenneté cesserait d'être octroyée.

Dès lors, sauf à pratiquer la double pensée orwellienne et à inverser le sens des mots, la citoyenneté, quel que soit son mode d'acquisition (par naissance ou par naturalisation), suppose le préalable de la souveraineté, laquelle fait office d'instance refoulante de l'extranéité. Et le principe de souverainete etant lui-meme un principe constitutionnel, l'exclusion des étrangers du droit de suffrage est également, ipso iure, de nature constitutionnelle. On peut certes changer la Constitution, mais on ne peut modifier la souveraineté, sauf à l'aliéner totalement. Mais dans ce cas, nous ne pouvons plus parler d'État et les étrangers, les naturalisés et les natifs sont interchangeables et indifférenciés. Le patronat et l'UMPS poussent évidemment à cette indifférenciation dans une visée mercantile pour le plus grand profit de leur funeste idéologie mondialiste. ■

Aristide Leucate

DROIT

Nationalité ? Citoyen du monde !

Intégration, assimilation et naturalisation interviennent nécessairement dans le débat sur le droit de vote des étrangers.

LE DÉBAT sur le droit de vote des étrangers extra-européens aux élections locales s'inscrit dans un cadre beaucoup plus large qui est celui de la nationalité. Les chantres de ce projet veulent faire croire qu'à défaut d'être français, les étrangers seront des citoyens, donc titulaire du droit de vote, ce qui, en quelque sorte, serait de nature à les exonérer de demander la naturalisation. De ce fait, la nationalité procéderait de la citoyenneté ce qui la rendrait, en conséquence, sans objet. L'enjeu n'est pas neutre et entre dans le processus libéral de déconstruction des sociétés contemporaines ("mariage" homosexuel, "homoparentalité", euthanasie, avortement gratuit et anonyme, dépénalisation des drogues dites "douces", etc.). Rappelons que la naturalisation se définit classiquement comme l'octroi par un État de la nationalité de ce dernier à l'étranger qui en fait la de-

mande. Il s'agit d'une faveur accordée discrétionnairement par l'autorité publique souveraine à l'étranger désireux de rejoindre et de se fondre dans la communauté nationale. Or, en inversant ce mécanisme de dévolution unilatérale, on présuppose que l'État ne doit plus naturaliser mais, au contraire, entériner une situation qui n'est pas provoquée par une demande de naturalisation, mais inhérente à la nature même de l'étranger. La démarche volontaire de l'étranger se trouve, dès lors, reléguée comme simple accessoire pro-

Sous la Révolution

Cela n'est pas sans rappeler les grands textes emphatiques de la période révolutionnaire, qui disposaient que « tous ceux qui, nés hors du royaume de parents étrangers, sont établis en France, seront réputés français et admis, en prétant le serment civique, à l'exercice des droits de citoyen actif après cinq ans de domicile continu dans le royaume » (loi du 2 mai 1790) ; ou que « ceux qui, nés hors du royaume de parents étrangers, résident en France, deviennent citoyens français après cinq ans de domicile continu dans le royaume, s'ils y ont en outre acquis des immeubles ou épousé une Française, ou formé un établissement d'agriculture ou de commerce, et s'ils ont prêté le serment civique » (titre II, art. 3, de la



constitution des 3-4 septembre 1791); ou encore que « tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard; tout étranger, enfin, qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité est admis à l'exercice des droits de citovens français » (art. 4 de la constitution du 24 juin 1793, jamais entrée en application).

Droit du sol

En dissociant nationalité et

identité, les révolutionnaires prenaient date de l'échec futur du modèle intégrationniste français, lorsque la haine de soi s'emparera de nos élites mondialisées. Il est une tradition, depuis les "lettres de naturalité" de l'Ancien Régime, que notre pays opte pour le jus soli fondé sur l'assimilation. Mais, considérée comme vexatoire pour les nouveaux arrivants, elle fut peu à peu abandonnée. Le rétablissement du jus sanguinis, fondé sur la filiation (instauré par Napoléon), ne serait, cependant, aujourd'hui, qu'un pis-aller, sauf à ce qu'un des parents soit français depuis plusieurs générations. Il n'est pas certain qu'une solution de ce type ferait aisément consensus, l'horreur des idéologies racistes du XXe siècle (celle des nazis comme des communistes) étant encore présente dans nos mémoires vives. Seul un jus voluntatis, associé à une période probatoire durant laquelle l'impétrant a donné des gages tout à la foi d'insertion (respect de la loi) et d'intégration (sorte d'affectio societatis, d'adhésion inconditionnelle aux legs ancestraux de la communauté nationale), permettrait de rétablir un vrai code de la nationalité orienté vers la préservation de notre identité française et européenne. Malika Sorel, membre du Haut Conseil à l'intégration décrit parfaitement cet impératif catégorique : « La nationalité, témoin de l'identité est, quel que soit le pays, la propriété exclusive du peuple qui la porte, et auquel incombe la responsabilité d'en garantir la continuité dans le temps. » (Immigration, intégration - Le Langage de

Au fil de la presse

□ Tandis que, malgré la crise

Où est-il écrit que les candidats qui ont la préférence des médias, malgré leurs authentiques convergences de fond, s'opposaient réellement quant aux projets de société qu'ils défendent ? Précisément partout puisque ces mêmes médias imposant les modes et assénant les oukases concourent à la perpétuation du système dont Hollande et Sarkozy sont les purs produits.

économique mondiale qui frappe la France et l'Europe, nos élites s'échinent à nier l'évidence en préconisant toujours plus de dépenses publiques et toujours moins de souverainisme économique, la lettre d'informations confidentielles d'Emmanuel Ratier, Faits et Documents (15-29 février) consacre une note récapitulative très instructive (mais aussi fort inquiétante) à la situation économique de notre pays. En résumé, la crise est devant nous. Le chômage explose (4,271 millions de demandeurs d'emploi, soit 9,8 % de la population active, outre-mer compris), l'inflation galope plus que jamais (progression de 2,1% des prix à la consommation, augmentation des prélèvements obligatoires estimés pour 2012 à 920,9 milliards d'euros !), l'économie s'enfonce dans la récession (exportations en berne, baisse de l'investissement des entreprises, perte de confiance des ménages, dégradation des principales banques françaises, des entreprises publiques et des collectivités territoriales endettées jusqu'au cou et au bord de la faillite). Notre endettement public est passé de 900 milliards d'euros (65 % du PIB) en 2007 à 1 600 milliards (82% du PIB) pour 2012, sachant que la France doit trouver à se financer cette année à hauteur de 178 milliards d'euros et que les prévisions du FMI ne sont guère optimistes pour les mois à venir (la dette de la France s'élèverait à 90,7% du PIB en 2012 et à 93,1 % en 2013). La charge de la dette est aujourd'hui devenue le troisième poste budgétaire de la nation. Beaucoup d'entreprises, si elles étaient gérées comme l'État, seraient en liquidation et certains de leurs dirigeants embastillés pour banqueroute organisée et association de malfaiteurs. La démocratie a dévié vers l'oligarchie qui s'est elle-meme erigee en veritable kleptocratie criminelle. Le coup de force est-il possible ? Demandons volontaires pour coup d'État!

□ Un changement de régime s'impose. Mais il ne faut pas compter sur les solutions de Stéphane Hessel, ce vieux barbon mièvre dont l'humilité de façade cache une vanité incommensurable. Olivier Delacrétaz nous commente (*La Nation-Journal vaudois*, 10 février) le dernier opuscule commis par ce professionnel de l'indignation avec l'inoxydable Edgar Morin,

modestement intitulé Le Chemin de l'espérance. Aux malheurs du temps, aux catastrophes diverses, « quel que soit le problème qui se pose, MM. Hessel et Morin apportent une seul et unique réponse : l'État, et de préférence l'État mondial. [...] Comme celle des pays communistes, la "voie politique de salut public'' de MM. Hessel et Morin est pavée de bonnes intentions. On sait d'expérience où elle a conduit. » On sait aussi que si la c... se mesurait, les deux seraient à chaque bout du mètre étalon.



□ Alors, peut-être, Hollande viendra et, dans son sillage, la funeste cohorte de ces innombrables « militants de gauche [...] qui n'apprécient de la France que son droit du sol, ignorent ses quinze siècles d'histoire-géo et méprisent son héritage occidental », tous placés « face à leur désir de parcellariser le tissu social en factions rivales, car ce désir émane des profondeurs de l'inconscient ». Diagnostic sans appel de cette névrose schizophrénique dressé par Denis Tillinac dans Valeurs actuelles (16 février).

□ Une maladie contagieuse, si l'on en croit les 17 millions de personnes qui se sont ruées dans les salles obscures pour se pâmer devant Intouchables, objet de consommation de masse qui, « sous emballage comique anesthésie magnifiquement les Français. [...] Qui ne voit que François Cluzet joue une métaphore du souchien d'aujourd'hui (un cadavre ambulant) dont la seule chance sera la victoire des immigrés des cités (le personnage joué par Omar Sy). Tous les souchiens du film sont antipathiques, caricaturaux. La seule sympa [...] est... lesbienne. Dans ce film comme dans ce pays, tout ce qui normal est devenu anormal, et tout ce qui anormal est devenu normal », déplore Pierre Gillieth (Réfléchir et Agir, hiver 2012).

Aristide Leucate

□ GRÈCE

Un sauvetage humiliant

Dans la douleur et la suspicion, les ministres des Finances de la zone euro se sont résolus à verser 130 milliards d'euros supplémentaires à la Grèce, où les responsables politiques suscitent la défiance de la population.



La Grèce baigne dans un climat politique explosif

ontrainte par l'impitoyable loi du marché, la Grèce a dû sacrifier sa souveraineté budgétaire pour éviter une faillite agendée au 20 mars. Cette mise sous tutelle internationale - Union européenne et Fonds monétaire international - est la contrepartie d'un nouveau plan de sauvetage financier.

L'euro, en être ou pas ?

En effet, deux ans après un premier plan d'aide de 110 milliards d'euros octroyés à Athènes, les ministres des Finances de la zone euro ont approuvé, dans la douleur et la suspicion, un deuxième plan de sauvetage. Étalée sur trois ans, cette aide de 130 milliards, à laquelle le FMI doit, sous certaines conditions, participer à hauteur de 13 milliards, va de pair avec l'effacement d'une partie de l'énorme dette publique grecque. En conséquence de quoi les créanciers privés - banques, assurances, fonds d'investissement - renoncent à 53,5 % de leurs créances, soit l'équivalent de 107 milliards. Mais a terme les pertes pour ces bailleurs pourraient être bien supérieures. Quoi qu'il en soit, le Parlement grec a adopté dans la foulée un projet de loi permettant de procéder à l'effacement de cette dette.

Cet acharnement thérapeutique soulève bien des questions sur l'appartenance de la Grèce à la zone euro. Et d'abord dans les pays encore notés AAA: Pays-Bas, Allemagne, Finlande, Luxembourg. Ainsi, le commissaire néerlandais Neelie Kroes a déclaré au terme d'une conversation houleuse qu'« il n'y aurait pas mort d'homme si la Grèce quittait l'euro ». Confiants dans leurs fon-

damentaux, ces quatre pays estiment qu'une mise en faillite de la Grèce, donc sa sortie de l'euro, ne serait dommageable ni pour eux ni pour une UE réformée. Un avis que ne partagent pas les autres pays de la zone, à commencer par la France.

Au demeurant, si l'on en croit un récent sondage, 70 % des Grecs ne veulent pas sortir de l'Union européenne ni revenir à la drachme, leur ancienne monnaie nationale. Comment, dès lors, expliquer le décalage existant entre ce supposé attachement à l'Europe et la violence des manifestants helléniques vitupérant Angela Merkel et la Commission de Bruxelles? Les images sont trompeuses, nous assure-t-on; ce n'est pas tellement l'Europe qui est visée par ces débordements, mais plutôt les dirigeants grecs accusés d'être des voleurs. Il faudra voir comment cette humeur "populiste" se traduira dans les urnes lors des élections législatives prévues en avril.

L'histoire se répète

Une chose est sûre: les Grecs dont le pays a déjà connu deux banqueroutes, en 1893 et en 1932, ont une piètre opinion de leur personnel politique, quand bien même auraient-ils largement entretenu sa propension au clientélisme..

Europe ou pas, l'histoire se répète pour les Grecs. Dans une de ses Lettres des Jeux olympiques (1896), Charles Maurras rapporte les propos d'« un Hellène » au lendemain de l'annonce de la mort à Cannes du Premier ministre Charilaüs Tricoupis : « Oui. Tricoupis a fait d'énormes dépenses. Vaisseaux, écoles, chemins de fer, il

s'endettait à corps perdu pour réaliser tous ses projets à la fois. Il aurait dû y venir petit à petit. De là, sa chute et sans doute sa mort. Mais qu'ont donc fait ses successeurs? Ils parlaient d'économie, dans l'opposition ; leurs budgets sont exactement ceux de Tricoupis. Nos créanciers d'Europe ont eu un moment d'espérance : ils l'ont si bien perdue qu'ils cherchent à nous imposer une commission de contrôle financier. 1 » Cette commission de contrôle financier ressemble singulièrement à l'actuelle "troïka" (Commission européenne, FMI, Banque centrale européenne) chargée d'exercer une tutelle budgétaire sur le gouvernement d'Athènes. Nonobstant les critiques qu'avait suscitées sa gestion dispendieuse et finalement catastrophique, Tricoupis six fois Premier ministre - eut droit à des obsèques fort convenables. Sans doute en irait-il autrement aujourd'hui pour les ténors de la classe politique, qui polarisent la détestation des protestataires.

Le sens de l'État

Il est vrai qu'à la différence du XIX^e siècle, quand l'indépendance grecque émergeait des limbes, le patriotisme ne se porte plus guère à Athènes. Le sens de l'État a quasiment disparu : la plupart des élus, nous dit-on, placent leurs économies à la Deutsche Bank, notamment, tandis que la rue fulmine contre le chancelier allemand. Quant aux grandes fortunes grecques, rares sont celles qui se hasardent encore à investir dans le pays. Il est notoire que les riches armateurs ont depuis longtemps établi leur résidence principale à l'étranger. Et nombre de Grecs toujours domiciliés dans leur pays ont ouvert des comptes à Genève ou Zurich. C'est pourquoi Athènes négocie avec les autorités helvétiques afin de parvenir à un accord fiscal qui permettrait de faire rentrer des fonds. Mais en l'état actuel, c'est la Commission européenne, hostile à ce genre de convention, qui freine le processus.

Ce n'est pas très cohérent, d'autant que la même Commission annonce pour cette année une récession plus prononcée que prévu en Grèce. Du coup, les sacrifices imposés à la population - réduction du salaire minimum et des retraites -, en échange du nouveau plan d'aide international, risquent de se révéler inopérants. Une perspective qui ne peut que nourrir la défiance des bailleurs.

Guy C. Menusier

1 - Charles Maurras, *Lettres des Jeux olympiques*, présentation par Axel Tisserand, GF Flammarion, 2004, 183 pages, 8,30 euros.

□ POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'appel pressant de la latinité

Bénéficiant d'une immense popularité en Amérique latine, la France aurait négligé, des années durant, de mettre à profit un tel atout. Il est temps de réparer cette erreur, martèle, plein d'enthousiasme, le député Jean-Luc Reitzer.

a France « compte-t-elle enfin définir et mettre en ■œuvre la politique latinoaméricaine qu'elle n'a jamais eue? » Telle est la question posée par Jean-Luc Reitzer, député UMP du Haut-Rhin, en conclusion d'un rapport d'information enregistré le mois dernier à la présidence de l'Assemblée nationale. Fervent promoteur d'un rapprochement avec l'Amérique latine, il doute « qu'aucun autre pays ait été aussi adulé que la France l'a été par les élites de la région ». Toute une génération de Brésiliens a d'ailleurs été formée à la culture française, suivant l'enseignement dispensé par les Alliances françaises. Pourtant, regrette le parlementaire, « il n'est pas certain que la France ait toujours su répondre à l'attente qu'elle a suscitée ». Sa présence dans la région souffrirait de la comparaison avec ses voisins européens. Par son silence, le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale l'avait confirmé en 2008 : « Le sous-continent latino-américain est clairement le grand absent de notre réflexion diplomatique et stratégique. »

Continuité gaullienne

Cela ne date pas d'hier. À la veille d'un voyage en Amérique latine, le général De Gaulle, alors président de la République, avait confié à Michel Debré qu'il partait « sans programme diplomatique bien précis ». Tout au plus cherchaitil des partenaires susceptibles d'interférer dans le tête à tête de Moscou et Washington. « On ne s'est jamais vraiment intéressé à l'Amérique latine pour ce qu'elle est ou pouvait être, au mieux pour ce qu'elle pouvait apporter dans un équilibre multipolaire », analyse Jean-Luc Reitzer. De ce point de vue, Jacques Chirac s'inscrirait dans la continuité de son prédécesseur, développant des relations bilatérales afin « de trouver des appuis, au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies par exemple, pour peser dans la relation tendue que la France avait avec les Etats-Unis au long de ces deux présidences ».

De fait, « l'Amérique latine dans son ensemble est désormais vue par la France comme un partenaire obligé, indispensable pour faire avancer les grands dossiers internationaux », tels le réchauffement climatique ou la sécurité alimentaire. Cela étant, en dépit de multiples convergences avec Paris, Brasilia n'a pas caché les réserves que lui inspiraient ses interventions en Côte d'Ivoire et en Libye. Mais les relations commerciales constituent « la première pierre d'achoppement ». D'autant que la France a pris la tête de l'opposition européenne à la



conclusion d'un accord avec le Mercosur, dont risqueraient de pâtir les exploitants hexagonaux : « Je ne serai pas le président qui laissera mourir l'agriculture française », a prévenu Nicolas Sarkozy.

Multilatéralisme

Si l'on excepte le "partenariat stratégique" - mais non exclusif, loin s'en faut - mis en œuvre avec le Brésil, « la dimension purement bilatérale de notre action vis-àvis des pays d'Amérique latine ou, du moins, de certains d'entre eux, [...] semble réduit à une portion de plus en plus congrue », déplore le rapporteur. Selon lui, « *la ten*dance à la multilatéralisation de la relation de la France avec les pays d'Amérique latine, si elle n'est évidemment pas récente, n'a fait que se confirmer au fil du temps, à mesure que l'action bilatérale tendait à décroître ». À l'heure actuelle, la France s'implique plus particulièrement dans la Banque interaméricaine de développement (BID). Elle figure au premier rang des seize pays européens actionnaires de l'institution, à égalité avec l'Allemagne, et dispose d'un siège au Conseil d'administration, partagé par rotation avec l'Espagne. « Il s'agit là évidemment d'un atout consi-

dérable », estime le député du Haut-Rhin. Un tel statut permettrait à la France de « conforter sur le long terme sa présence régionale, que ce soit sur des questions relatives à l'APD [l'aide publique au développement], au bénéfice des pays les moins développés de la zone, ou sur des enieux plus économiques, dans les plus importants ». Selon Jean-Luc Reitzer, « un véritable potentiel s'offre ainsi aux entreprises françaises. Une collaboration s'est d'ailleurs très vite instaurée entre l'AFD [l'Agence française de développement] et la BID, de plus en plus étroite. ». C'est même sur la base d'une étude préalable financée par la BID qu'Alstom a remporté le marché du métro de Panamá, nous dit le rapporteur.

Investissements

Quoique les marchés n'y soient pas d'un accès toujours aisé, la période actuelle est jugée faste pour les "investissements directs à l'étranger" (IDE) en Amérique latine. « Il apparaît toutefois que les IDE français restent relativement limités et que la France ne profite pas comme elle le pourrait de cette dynamique régionale. De sorte que bien que certaines entreprises françaises aient

participé fortement aux privatisations sud-américaines au milieu et à la fin des années 1990, nos IDE ne dépassent que rarement 3 % des flux globaux que reçoit aujourd'hui le sous-continent. » Le rapporteur pointe « une certaine frilosité », sans occulter de « remarquables succès », telles l'implantation durable au Brésil de Carrefour, Casino et Suez, ou la présence de Sodexho au Pérou, où la société est devenue, comme au Chili, le premier employeur. En outre, « si elle est modeste, la présence des IDE français n'est cependant pas anodine ». Elle aurait même tendance à s'accroître ces dernieres annees.

Le Brésil rafle la mise

La majorité des investissements français en Amérique latine (près de 70 %) sont dirigés vers le Brésil, où ils enrichissnt un "stock d'IDE" près de deux fois plus important qu'en Chine! « Parmi les principales opportunités actuelles, de très gros projets sont envisagés dans les transports - TGV Rio de Janeiro-Campinas -, dans la génération d'énergie, sur laquelle Alstom et GdF-Suez sont sur les rangs avec les projets de barrage de Belo Monte et Jirau, ainsi que dans les domaines spa-

tial ou nucléaire, qui intéressent respectivement des sociétés comme Thalès, Ariane Espace et Areva. PSA, qui a annoncé par ailleurs un investissement de 940 millions d'euros en Amérique latine, produit quelque 150 000 véhicules par an au Brésil. »

En 2010, la part de l'Amérique latine dans notre commerce extérieur se limitait à 2,7 %. Or, soutient Jean-Luc Reitzer, « les milieux d'affaires, qu'ils soient Français expatriés ou non, sont majoritairement désireux d'une présence supérieure de notre pays dans la région ». Le député se fait l'écho d'une exceptionnelle francophilie : « Quand bien même les relations, commerciales notamment, seraient-elles aujourd'hui plus importantes avec d'autres pays européens qu'avec le nôtre, les interlocuteurs, unanimes, n'en soulignent pas moins que "la qualité du dialogue n'est pas la même" et qu'''il n'y a pas la même identification", voire, même, pas les a priori dont d'autres peuvent pâtir. La relation avec la France est toujours présentée comme particulière, voire unique, non stéréotypée, à l'inverse de ce qui se passe pour d'autres, et il ne tient qu'à la France de savoir profiter de cet avantage incomparable. Tel est [...] le message que la mission a continûment entendu. »

Un choc des cultures?

Au-delà des IDE, des transferts de compétences sont escomptés. Le savoir-faire de la France en matière de tourisme constituerait une expérience précieuse pour l'Équateur, par exemple. D'ores et déjà, la collaboration scientifique de part et d'autre de l'Atlantique s'avérerait très fructueuse. Selon le rapporteur, « la France pourrait opportunément tirer profit de son image et de l'attente qu'elle suscite pour compléter son offre actuellement centrée sur la création de lycées d'excellence en échange de la réintroduction de l'enseignement du Français dans les cursus scolaires ». Une carte à jouer parmi tant d'autres...

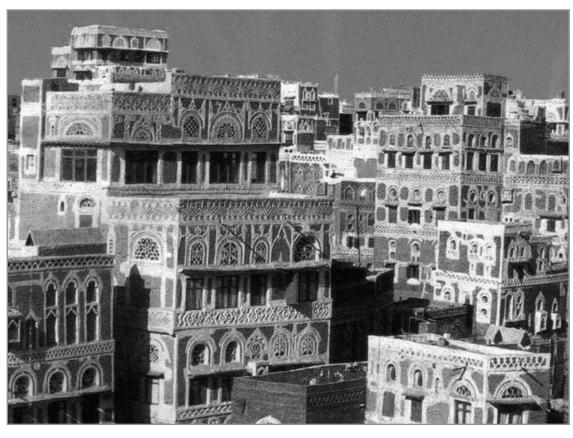
« De l'avis unanime », expliquet-il, « la proximité culturelle contribue grandement à résoudre les difficultés éventuelles ».En ce sens, poursuit-il, « la latinité est un atout considérable ». Cependant, prévient-il, « l'appui traditionnel des élites sur lequel la France a longtemps compté pour entretenir son image et ses positions en Amérique latine risque d'évoluer et d'être à l'avenir un instrument moins efficace, ne serait-ce que parce nombre d'entre elles sont plus facilement allées étudier aux États-Unis au'en France ». Aussi celle-ci devraitelle se mobiliser sans tarder pour « ne pas rater le coche ». D'autant que « si l'Amérique latine se sent aujourd'hui globalement touiours occidentale, certains pays sont désormais sur des registres en partie, voire radicalement, différents. C'est le cas en premier lieu de la Bolivie. » D'une certaine manière, il faudrait tenir compte, dorénavant, « d'une forme de choc des cultures ». ■

Grégoire Dubost

□ YÉMEN

Un président consensuel?

Une page se tourne dans l'histoire du Yémen, dont un nouveau président vient d'être sacré par les urnes. Reste à assurer la cohésion d'un pays dont la fragilité profite au terrorisme islamiste.



La vieille ville de Sanaa, capitale du Témen

es élections presque sans histoires ont eu lieu la semaine dernière au Yémen. Après trente-trois ans de règne, des mois de soulèvement populaire et une longue maladie, Ali Abdallah Saleh a accepté de transférer ses pouvoirs à son viceprésident, Abd-ol-Rabo Mansour Hadi, homme incolore, presque consensuel. Ce dernier a été ensuite élu président au suffrage universel, dans des conditions apparemment convenables. Mardi 22 février, le taux de participation était évalué à 80 %. Mansour Hadi, candidat unique, ne pouvait qu'être élu. Non pas triomphalement, mais dans une certaine indifférence. Telle était la volonté des États-Unis, de l'Arabie saoudite et sans doute le souhait d'une large fraction de la population, un peu plus de vingt millions d'habitants, fatiguée des désordres et de l'incertitude. Une page de l'histoire de ce pays, à la position géostratégique particulièrement importante, est ainsi

Abstention au Sud

La concorde et l'équilibre reviendront-ils dans ce pays, s'ils y ont jamais existé? Rien n'est moins sûr. Le Yémen était une base du terrorisme islamiste au cours de ces dernières années. On n'oubliera pas les attentats anti-américains attribués à El-Qaïda fortement implanté dans le Sud excommuniste du pays. Ces réseaux islamistes - ou islamo-gauchistes, comme on voudra - n'ont pas disparu. Cela explique le fort taux d'abstention dans cette partie du pays. La partie rurale est majoritairement ch'ite et l'influence de Téhéran n'y est pas négligeable. Ces dernières années, Ali Abdallah Saleh a combattu ces deux courants centrifuges et subversifs avec l'aide massive des Américains et de l'Arabie saoudite. Non sans un certain succès. Mais le prix en a été, pour la population urbaine surtout, un système clanique, passablement corrompu et dictatorial. D'où le mécontentement populaire.

L'influence de l'ancien président

Il est peu probable que les problèmes du pays soient résolus par un coup de baguette magique grâce à l'élection de M. Mansour HadiPour plusieurs raisons:

> L'influence de l'ancien président, de sa famille, de son clan, de son parti politique, donc de ses partisans, demeure. Mansour Hadi est obligé d'en tenir compte. Fort de la loi d'amnistie votée en sa faveur, Saleh voulait même, dit-on, revenir au pays. Washington l'en a empêché puisqu'il est désormais installé aux États-Unis. Les manifestants urbains, ceux qui ont "fait" la révolution, réclament une épuration massive. Ce qui est loin d'être impossible. L'agitation pourrait reprendre, même si les Américains feront tout pour l'empêcher et l'occulter.

> Les réseaux islamistes autour d'Aden, ancienne base britannique puis capitale du Yémen du Sud soviétisée, sont toujours en place. Il suffirait du moindre nouvel attentat anti-américain pour que les opérations militaires, occultées au profit des manifestations populaires urbaines, reprennent. La réaction militaire entraînerait alors le retour au "système Saleh", c'est-à-dire la répression et les méthodes musclées.

> Dans le climat de tension extrême qui règne actuellement dans les relations avec la République islamique d'Iran, les ayatollahs pourront toujours agiter les ch'ites comme monnaie d'échange contre une frappe israélienne ou américaine. Le danger n'est pas écarté.

Une partie des manifestants urbains est satisfaite de cette évolution. Une autre se dit frustrée et réclame plus de démocratie. Washington et Riad sont contents de s'être débarrassés de l'encombrant Ali Abdallah Saleh. Les bienpensants célèbrent le retour à la démocratie. Les Yéménites, divisés en tribus souvent hostiles, souhaiteraient plus de bien-être, de l'ordre et de la prospérité. La "démocratie" va-t-elle les leur apporter? ■

Pascal Nari

AFRIQUE

Élections au Sénégal Treize contre un

En dépit des craintes exprimées en Occident, le scrutin présidentiel s'est déroulé dans le calme.

SURPRISE pour les responsables français et américains, et même pour le secrétaire général de l'ONU, toujours prompt à suivre ces derniers, qui avaient anticipé des fraudes massives lors du scrutin présidentiel du dimanche 26 février au Sénégal et préparaient, déjà, des sanctions contre le pouvoir en place. Surprise pour quelques "experts" et journalistes qui prévoyaient des désordres sanglants à l'ivoirienne. Surprise pour les partisans du président sortant Abdoulave Wade, qui escomptaient sa réélection triomphale dès le premier tour! Ils auraient dû être prudents. Tous.

Civisme exemplaire

Le scrutin s'est déroulé dans le calme. Les Sénégalais ont fait preuve, une fois de plus et malgré quelques débordements avant le vote, d'un sens civique remarquable. Des centaines d'observateurs internationaux, dont cent pour l'Union européenne et vingt pour l'Union africaine, menés par un ancien président du Nigeria, ne signalent jusqu'à présent aucune fraude massive. Et Abdoulaye Wade n'a pas gagné! Ce lundi, au début de l'aprèsmidi, au moment où nous écrivons, un second tour semble probable entre Wade et Macky Sall, son ancien Premier ministre puis président de l'Assemblée nationale, arrivé largement en tête des treize candidats opposés au président sortant. Preuve que si l'opposition était unie, elle aurait pu gagner dès le premier tour du scrutin! Abdoulaye Wade a même perdu dans son propre fief, ainsi que dans les centres urbains. Rien n'est évidemment définitif. Il faudra attendre les résultats de la campagne, du Sénégal profond, où "Wade le vieux" semble avoir gardé sa popularité.



Quelles leçons tirer de cet évé-

nement ? D'abord, que l'Afrique pourra réserver des surprises à ces experts brevetés et... aux diplomaties occidentales. Ensuite, que si le pouvoir avait massivement fraudé comme on n'a cessé de l'affirmer. Wade aurait pu être élu, quitte à avoir des problèmes par la suite. Enfin, que tout reste à faire. Le troisième mandat permis au président sortant était juridiquement contestable. Son âge, quatre-vingt-cinq ans officiellement, quatre-vingt-huit selon ses adversaires, s'il en fait un "vieux" respectable pour beaucoup, n'est pas nécessairement un atout. Les puissances occidentales, qui ont une influence certaine dans ce pays, la diplomatie et les médias français surtout, devraient maintenant veiller, sans a priori, au bon déroulement du second tour, s'il y en a deux, et inviter les partenaires politiques sénégalais à dialoguer et à trouver une solution pacifique - pourquoi pas une sorte d'union nationale? - aux problèmes économiques et sociaux. M. Youssou N'Dour, chanteur célèbre et populaire, le propriétaire de la principale chaîne de télévision privée et l'homme le plus riche du Sénégal, qui avait pu, pendant quelques jours, faire entendre la voix des opposants inaudibles à l'extérieur, ayant réussi parfaitement son coup de communication, ferait bien, maintenant d'œuvrer dans ce sens. Attendons la suite des événements. □ P.N.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

D'ABONNEMENT ✓ Prénom ✓ Nom

✓ Code postal

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à : L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS CCP Paris 1 248 85 A

Premier abonnement (un an)
☐ France
☐ Étranger
Abonnement ordinaire
□ Un an125 €
□ Six mois
Abonnement de soutien
□ Un an150 €
Étudiants, chômeurs,
ecclésiastiques
□ Un an
Outre-mer (un an)
□ DOM135 €
□ TOM165 €
Étranger (un an)
□ Europe 165 €
☐ Autres pays

□ EXPOSITION

Le monde de Claude Debussy

Claude Debussy est à l'honneur au musée de l'Orangerie. Jusqu'au 11 juin, une exposition évoque ses rencontres avec les artistes et poètes de son temps, à la source de l'inspiration du musicien.



Claude Debussy au piano en août 1893

I ls étaient des centaines d'invités à se presser au vernissage de l'exposition *Debussy, la mu*sique et les arts à l'Orangerie, la semaine dernière. Petits fours et champagne n'y étaient pour rien... Avec bonheur, l'exposition resitue Claude Debussy dans son époque, entre ses amitiés, ses inspirations, ses rêveries, qui sont multiples : françaises, belges, anglaises, allemandes. Les nationalités s'inscrivent dans des visages. Elles épousent les grands courants artistiques de l'époque. Aux cimaises de l'Orangerie, Verlaine est peint par Eugène Carrière, Stéphane Malarmé par Monet, Wagner à travers le pinceau d'Auguste Renoir et l'image de Claude Debussy se retrouve partout en peinture ou en photographie. Son ami Pierre Louÿs se plaît à le prendre, sa femme et lui, dans son objectif.

Supercherie littéraire

C'est à Pierre Louÿs que l'on doit cette supercherie littéraire que sont Les Chansons de Bilitis. Dans les dernières années du XIXº siècle. les fouilles de l'École d'Athènes, à Delphes, avaient suscité un engouement pour l'Antiquité. Et Pierre Louÿs présenta Les Chansons de Bilitis comme une découverte archéologique dont il n'aurait été que l'humble traducteur... Il en était naturellement l'auteur, tout-puissant Debussy le mit en musique, comme il l'avait fait de Mallarmé avec son célèbre Prélude à l'après-midi d'un faune.

Pierre Louÿs était né à Gand, en Belgique... Et c'est d'un autre Gantois, francophone des Flandres et prix Nobel de littérature, dont Debussy fut l'ami et l'illustrateur musical avec Pelléas et Mélisande. Il s'agit de Maurice Maeterlinck. L'œuvre fut à l'affiche de toutes les grandes scènes tant en Europe qu'aux États-Unis. On peut admirer les projets de décor dus à Léon Bakst et cet admirable portrait de Mélisande dont la robe est une longue coulée pourpre, une toile de Marianne Stukes. C'est à De-

bussy également que l'on doit Le Martyre de Saint Sébastien créé au Châtelet. Là aussi les décors sont signés Léon Bakst. Le livret. lui, est de Gabriele d'Annunzio. Bien oublié, il fut une légende transfigurant la poésie en une épopée politique et nationale. Son tombeau, tel un mausolée, figure dans sa propriété aux bords du lac de Garde. Mais au Châtelet la magie ne prit pas. Pas davantage que pour Jeux, ni pour les croquis de Valentine Hugo, emportés par l'ouragan musicale qui balaya les scènes enfiévrant le public, Le Sacre du printemps de Stravinsky.

Le fil de l'œuvre de Debussy est tissé de la couleur des peintres, du modelage des sculpteurs, des rimes des poètes. Sa Cathédrale engloutie est celle de Monet submergée par le ruissellement des notes. La Mer ou Nuages ne sontils pas, respectivement, celle qui borde Les Falaises d'Yport d'Émile Bernard et ceux qui surplombent cette plage normande peinte par Monet? Les vagues, dans la musique de Debussy, peuvent s'inspirer tout autant de celles argentées sur fond de nuit et de ténèbres chez Winslow Hower (Nuit d'été, 1890), que de cette sculpture de Camille Claudel où La Vague est celle de deux corps enlacés.

Une société raffinée...

Le cercle auquel appartient Debussy est celui d'une grande bourgeoisie parisienne où l'on retrouve le peintre Henri Lerolle, le compositeur Henri Chausson ou le conseiller d'État Arthur Fontaine. Les demoiselles Lerolle posent pour Renoir. L'une d'elles, Yvonne, est le modèle préféré de Maurice Denis, dont la caractéristique est l'élégance et la légèreté pâle, délavée de ses coloris. Serait-ce elle, La Demoiselle élue qui figure en exergue d'une étude que Debussy dédicace à Denis ? N'est-ce pas une même inspiration qui enchante le musicien dans The Blessed Damozel du préraphaélite Dante Gabriel Rossetti?

Là où le mot "bourgeois" est souvent une dénonciation politique, une moquerie ou une dérision estudiantine, il est ici, dans l'univers de Debussy, la représentation d'une société éprise d'art, de culture et de l'amour du Beau. C'est, en soi, une réhabilitation, même si elle ne vaut pas pour toutes les époques, et mérite d'être accordée avec mesure et discernement. ■

Charles-Henri Brignac

✓ Debussy, la Musique et les Arts ; musée de l'Orangerie, jardin des Tuileries, place de la Concorde, Paris 1^{er}, tél. 01 44 77 08 07 ; jusqu'au 11 juin 2012, tous les jours sauf le mardi de 9 heures à 18 heures (évacuation à 17 h 45).

EXPOSITION

August Strindberg et la bande dessinée suédoise

L'EUROPE DU NORD n'est pas assez connue. En particulier la Suède et ses écrivains. N'est-ce pas Selma Lagerlöf qui fut ,en 1909, la première femme à avoir obtenu le prix Nobel ? Le Merveilleux Voyage de Nils Holgersson à travers la Suède demeure dans bien des mémoires. J'v compte la mienne... Le reprendre à l'âge de la maturité en avive encore l'enchantement. Plus près de nous, l'an dernier, c'est le poète suédois Tomas Tranströmer qui s'est vu attribuer le Nobel de littérature. En mars, à l'Institut suédois à Paris, sous l'un des plafonds les mieux préservés du Marais portant le monogramme de Christophe Hector de Marle, conseiller au Parlement de Paris en 1572, auront lieu des lectures de l'œuvre de Tranströmer.

Un homme tourmenté

Mais, pour l'heure, les salles de l'Institut s'ouvrent à un autre écrivain dont l'année en cours célèbre le centenaire de la mort, August Strindberg. Cet homme étrange, tourmenté, guetté par la folie, n'a cessé d'interroger, de passionner. Dans son théâtre, Fröken Julie (Mademoiselle Julie) est la pièce la plus jouée. L'originalité de l'exposition consacrée à Strindberg est qu'elle s'attache à la vision de l'homme et de l'œuvre à travers la BD suédoise. On découvre ainsi une pléiade d'auteurs talentueux aux noms tout à fait inconnus pour le public français. Citons Fabian Göranson, qui fait déambuler Strindberg dans les rues du Quartier latin, ou encore Per Demervall et Ola Skogäng, qui évoquent un Stockholm imaginaire et dont la BD sortira aux éditions Ekholm de Tegebjer le 14 mai 2012 - à 16 h 30 précises, date et heure



exactes où mourut Strindberg, ce qui me remet en mémoire la jolie maison La Tour bleue (Drottninggatan) à Stockholm, la table de l'écrivain, le petit lit étroit et monacal où il rendit son dernier soupir. Des mariages malheureux, comme le fut son enfance, fruit d'une mésalliance, l'avaient rendu misogyne. La femme était pour lui tout à la fois séduction et détestation. Lui-même, lorsqu'il était seul, se travestissait. Son esprit, audelà des fulgurances du génie, n'était qu'ambiguïté et confusion. Il ressent des influences diverses, contradictoires. Il passe de l'athéisme et du positivisme à l'illuminisme de Swedenborg pour trouver "la grandroute" dont les dernières lignes paraissent figurer son testament spirituel : « Bénis-moi mon Dieu, bénis ton humanité qui souffre, car tu lui as donné la vie! » Qu'est-ce que la vie, la condition humaine ? Cette interrogation de toute éternité est au cœur de l'œuvre de Strindberg. Et cette réponse est incluse dans le titre de l'exposition: « La vie n'est pas pour les amateurs. » □

Charles-Henri Brignac

✓ La vie n'est pas pour les amateurs, August Strindberg interprété par des dessinateurs suédois ; Institut suédois, 11 rue Payenne, Paris 3^e, tél. 01 44 78 80 20 ; jusqu'au 15 avril 2012, tous les jours sauf le lundi de midi à 18 heures;

OPINION Hollywood



L'IMAGINAIRE DU FRANÇAIS contemporain, toutes catégories sociales confondues, est largement façonné par le cinéma américain. Avec la musique américaine, c'est même le principal intrant culturel pour un jeune dans la moyenne (pour ne pas dire un jeune moyen). Qui s'étonne d'un tel fait, en soulignant le peu de contenu ou le caractère scabreux de ces films, se voit répondre de manière typique : « Ils font ces films parce que c'est ce que les gens veulent voir. » Un vague rappel de la loi de l'offre et de la demande, donc.

Or, pour que l'offre et la demande puissent être invoquées, il faudrait que le secteur en question soit concurrentiel, ce qui n'est pas le cas : tout est contrôlé par un monopole qui porte le nom d'Hollywood. Hollywood est un cartel de cinq ou six compagnies appelées

majors. Comme tout cartel, il fonctionne et opère en monopole. Les producteurs indépendants sont marginalisés à l'extrême, et les films étrangers franchissent rarement les frontières de cette économie de marché.

Intérêts économiques et politiques

Aller au cinéma est devenu une manière courante de passer son temps libre, mais cela n'a rien à voir avec la concurrence : ni la Cinecitta mussolinienne, ni l'UFA hitlérienne n'ont eu à se plaindre du manque de spectateurs. Si un Américain conserve, certes, le choix entre aller ou ne pas aller au cinéma, son choix au cinéma ne porte que sur des films qui sont tous produits par le même monopole. Or un monopole, comme chacun sait, n'est pas conduit par la demande ; il soumet la demande à ses intérêts qui sont, pour Hollywod, à la fois économiques et politiques. Ce cartel est depuis toujours un des plus importants bailleurs de fonds du Parti démocrate.

Le spectateur français a, quant à lui, un peu plus de choix, mais c'est une concurrence entre une multinationale et une PME, le subventionnement du cinéma français étant même surveillé par de sourcilleuses autorites americaines de la concurrence. En outre, quand le journal télévisé d'une de nos chaînes publiques présente un film américain, l'État français subventionne Hollywood par de la publicité gratuite.

Il n'est pas douteux, du reste, que ce cartel a les moyens de payer des scénaristes, des réalisateurs d'effets spéciaux, des cascadeurs et autres, doués de talent, ainsi que des acteurs au physique avantageux. De même, les tenants du choc des civilisations peuvent bien se satisfaire pleinement d'une telle situation, car on est toujours, avec ces films (dont on ne prend même plus la peine de traduire les titres et les affiches en français), entre Occidentaux. Cependant, la culture française se passerait bien d'une telle invasion. ■

Étienne Chamberlan

□ RELIGION

Appels d'hier et d'aujourd'hui

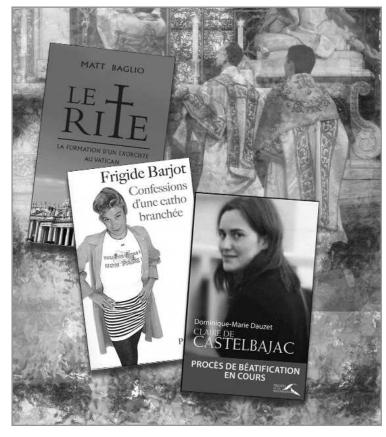
En ce début de Carême, les destins ou les engagements de catholiques d'hier et d'aujourd'hui, prêtres ou laïcs, permettent de mieux comprendre quel rôle l'Église peut jouer dans la cité.

a vie de l'abbé Camille Costa de Beauregard reflète les crises politiques et sociétales de son temps, et la fragilité des prévisions humaines. Arrière-petit-fils d'une victime emblématique de la Terreur, la jeune duchesse de Noailles, montée à l'échafaud avec sa mère et sa grand-mère en 1794, traumatisme qui inspire à ses descendants le sentiment aigu de l'instabilité des biens terrestres, il naît à Chambéry en 1841, d'une famille de l'aristocratie génoise, alors que la Savoie ne s'imagine aucun avenir français. Pourtant, son père, inquiet de la mainmise maçonnique sur le Piémont, choisira, avec l'appui de Rome, de soutenir le rattachement à la France, Napoléon III rassurant les catholiques plus que Crispi et Garibaldi. Décision dont son fils aura loisir de méditer la légèreté, confronté aux législations anticléricales de la III^e république.



Ce contexte politique, français comme italien, l'abbé de Beauregard en tiendra compte, mais jamais il ne nuira à son action pastorale. Cela, Françoise Bouchard, dans la biographie qu'elle lui consacre, le souligne très bien. À vingt ans, malgré une santé fragile, Camille Costa renonce à la vie mondaine qu'il aimait pour entrer au séminaire. À vingt-cinq, à peine ordonné, il refuse les belles carrières romaines que lui vaudraient ses relations familiales pour une place de quatrième vicaire à Chambéry et l'apostolat de la classe ouvrière. À trente, il fonde un collège professionnel horticole pour les orphelins du choléra, établissement qui existe encore, et se dévoue à l'éducation des adolescents en détresse. Il meurt en odeur de sainteté, le Vendredi Saint 1910. Relativement ignoré en dehors de sa Savoie natale, l'abbé de Beauregard se révèle pourtant une figure de sainteté attachante, à la facon d'un Don Bosco, son contemporain, et un modèle d'adaptation aux circonstances et aux evenements, pour pénibles et difficiles qu'ils soient.

En refusant la vie aisée et le riche mariage qui l'attendaient, l'abbé de Beauregard se rendit disponible tout entier pour le service des pauvres ; cette liberté du corps, du cœur et de l'âme est une des raisons d'être du célibat du clergé catholique, si violemment et répétitivement remis en cause par les médias ou les groupes de pression. Exaspéré par les campagnes d'opinion et leurs mensonges, facilitées par la méconnaissance du grand public, le chanoine Michel Dangoisse propose une Lettre ouverte aux ma-



rieurs de curés qui, en quelques pages concises et argumentées, appuyées sur les textes sacrés, l'enseignement de l'Église, son histoire et l'expérience concrète, dit pourquoi, depuis le Christ luimême, n'en déplaise à ceux qui veulent en faire le mari de Madeleine, chasteté et célibat se sont imposés à l'Église romaine, dans une volonté de perfection que les autres confessions chrétiennes envient plus qu'elles ne la contestent.

Formé à l'exorcisme

Il s'agit d'une telle évidence pour les âmes appelées que, même dans des églises aussi secouées par la crise que celles des États-Unis, dans les années post-conciliaires, les jeunes prêtres sincères ne la remirent pas en cause. Le cas du père Gary Thomas qui, après avoir lutté longtemps contre sa vocation, rompit ses fiançailles afin d'entrer au séminaire est exemplaire de l'importance de ce choix, qui le prépara à se donner au plus exigeant et éprouvant des ministères : l'exorcisme.

Curé d'une paroisse de la Silicone Valley, le père Thomas reconnaît n'avoir, lors de ses études pas plus qu'au catéchisme, jamais abordé le problème de l'existence du diable ; à l'instar des gens de sa génération, il n'y croyait guère. Il fut d'autant plus désorienté quand son évêque lui demanda en 2005, alors qu'il se remettait d'un grave accident, de se rendre à Rome afin d'y suivre une cession de formation d'exorcistes, les diocèses s'en trouvant soit privés, soit livrés à des exorcistes incrédules prompts à renvoyer chez le psychiatre. Or, partout, l'Église,

conséquence logique de la déchristianisation, du non-baptême des enfants, de l'ésotérisme ambiant, se trouve confrontée à des cas en croissance exponentielle d'action démoniaque. C'est à Rome qu'un journaliste américain, Matt Baglio, a rencontré le père Thomas, et, fasciné, décidé de révéler au public en quoi consistait la formation d'un exorciste.

Il existe de meilleurs livres que Le Rite consacrés à la démonologie ou à l'expérience d'un prêtre confronté aux puissances infernales. Celui-là, en dépit du style journalistique quasi caricatural et d'une traduction laborieuse, est intéressant en ce qu'il révèle des ravages occasionnés par les dérives de l'après-Vatican II, de la manière dont certains évêques et séminaires ont évacué tout ce qui leur paraissait relever d'une vision passéiste de la foi, donc aller à l'encontre de l'aggiornamento en cours. Le résultat est consternant, même si Rome tente de redresser la barre.

Catho barjot

Ces tentatives provoquent trop souvent la rage de médias, voire de politiques et d'artistes qui, ne professant pas le catholicisme, n'ont rien à dire sur le sujet, mais ne se gênent pas pour attaquer le souverain pontife, les prêtres et les fidèles dès qu'ils osent en revenir aux "fondamentaux", mot qui ressemble à leurs yeux à fondamentalisme, du Credo. Véritables réflexes pavloviens face à une Église qui, trop longtemps, a tout enduré en baissant la tête. et déchaîne des fureurs quand elle ose la relever. Virginie Tellène, plus connue sous le pseudonyme

déjanté de Frigide Barjot, en a eu assez, un matin où la télévision lui proposait de participer à une pochade qui, faute d'oser se moquer du voile islamique, ridiculisait les religieuses catholiques. Entre sa carrière médiatique et sa foi, elle a soudain vu ce qui importait, et pris le risque de sacrifier les paillettes de ce monde au profit des trésors de l'autre. Choix qu'elle ne regrette pas et défend avec une ardeur communicative. Née la même année que moi, Virginie Tellène appartient à la génération qui a essuyé les plâtres de la néo-catéchèse; que quelques-uns parmi nous y aient résisté relève en soi du miracle. Partis pratiquement sans bagage religieux, il nous a fallu tout apprendre seuls, avec les risques que cela comporte... Cette reconquête du catholicisme, soutenue par son mari, Bruno Tellène, alias Basile de Koch, traditionaliste inclassable et royaliste convaincu, a pris du temps, a été difficile, douloureuse parfois, surtout dans le milieu qui était le leur. Cela demandait sans doute plus de courage que nulle part ailleurs. Mais, une fois le pas franchi et le risque assumé, les résultats ont été là, et bien là. À ceux qui se demandent quelle peut être aujourd'hui la place d'un laïc dans la défense et l'illustration de la foi, ces Confessions d'une catho branchée, drôles, émouvantes et profondes, apportent un bon début de réponse.

Éphémère destinée

Le père Dominique-Marie Dauzet, en faisant découvrir la brève et lumineuse destinée de Claire de Castelbajac, en apporte une autre. Claire a vingt et un ans quand, le 22 janvier 1975, elle meurt de méningite. À vues humaines, fin cruelle et absurde d'une étudiante brillante, royaliste jusqu'à la provocation, qui désirait se consacrer à la restauration d'œuvres d'art, rencontrer l'amour, se marier, élever des enfants... Suffit-il de partir dans la fleur de l'âge pour approcher la sainteté ? Non, mais pendant sa courte vie, marquée par de nombreuses maladies supportées dans un véritable esprit d'offrande, fruit d'une éducation religieuse remarquable - c'était avant le néo-catéchisme... -, Claire sera allée, vite, à l'essentiel. Elle aura aimé, accepté, sacrifié. Elle aura aussi, ce qui fait d'elle un exemple pour la jeunesse actuelle, confronté son idéal chrétien à une société déjà en décalage, en ces années soixante-dix, avec ses vertus. Passionnée, parfois à l'excès, amoureuse en silence, emplie d'attentes trop grandes pour son temps, Mile de Castelbajac ressemble à des millions d'autres jeunes catholiques en quête d'un absolu qui fait sou-



rire ceux qui n'y croient pas. Ces moqueries, elle sut les désarmer, jusqu'à passer parmi les contradicteurs telle une source de lumière et d'espérance.

Jeunesse martyre

Un enfant peut-il témoigner ? L'Église ne l'a jamais contesté qui, depuis les Saints Innocents, a porté sur les autels même des bébés, tués « en haine de la foi ». Cependant, certains enfants parviennent précocement à une maturité religieuse exceptionnelle qui fera défaut à nombre d'adultes et assument pleinement le don de leur vie, l'acceptation de grandes souffrances, pour l'amour du Christ et le salut des âmes.

Le père Daniel-Ange se consacre à l'apostolat des jeunes et sait combien ils ont besoin d'exemples proches, concrets pour les aider à affronter une société de violence et de pornographie dont ils sont souvent les premières victimes. Comment, à quatre ans, à huit, à douze, à seize, fait-on face à la souffrance, parfois au crime, à l'injustice, à la mort? Audrey, Camille, Éric, Luc, Elisabetta, rongés par le cancer ou d'autres maux, ont embrassé la Croix au lieu de se révolter contre un sort humainement injustifiable. Roland, étranglé par son beau-père, Jeanne-Marie, ignominieusement martyrisée un dimanche du Sacré Cœur, Josefina, poignardée pour avoir repoussé les avances d'un adulte, sont allés à l'extrême limite de l'expérience du Mal, mais toute leur courte vie laisse supposer qu'ils étaient prêts à l'affronter. Ils sont vingt-cinq garçonnets et fillettes du XX^e et du début du XXI^e siècle, réunis dans Ces enfants partis dès l'aube. Le père Daniel-Ange ne fait preuve d'aucune complaisance morbide dans ces récits à vous tirer des larmes mais transmet une lecon de courage et d'espérance à méditer longuement tant elle s'oppose aux fausses lumieres d'ici-bas...

Anne Bernet

✓ Françoise Bouchard, Camille Costa de Beauregard, Salvator, 285 p., 19,50 euros; Chanoine Michel Dangoisse, Lettre ouverte aux marieurs de curés, Téqui, 22 p., 3,50 euros; Matt Baglio, Le Rite, Salvator, 330 p., 20 euros; Frigide Barjot, Confessions d'une catho branchée, Plon, 390 p., 21,90 euros; père Dominique-Marie Dauzet, Claire de Castelbajac, Presses de la Renaissance, 248 p., 18,50 euros; Père Daniel-Ange, Ces enfants partis dès l'aube, Saint-Paul, 380 p., 29 euros.

□ IL Y A 300 ANS

La chance ne sourit qu'aux audacieux

Ouverte en 1701, la guerre de succession d'Espagne épuisa la France et l'Europe jusqu'en 1714, où elle se conclut par une paix favorable à Louis XIV, dans la continuité d'une victoire décisive obtenue à Denain, deux ans plus tôt, par le maréchal de Villars.

ette année-là, le soixanteneuvième de son règne, Louis XIV, soixante-quatorze ans, engagé dans la guerre dite de Succession d'Espagne, voyait se liguer contre lui l'Europe presque tout entière. L'heure était grave: pour le royaume, pas encore guéri des méfaits matériels et moraux causés par l'hiver terrible de 1709, et pour la famille royale elle-même, éprouvée par des deuils tragiques. Mais le roi de France, qui avait accepté, en 1700, la couronne d'Espagne pour son petit-fils le duc d'Anjou, lequel devint alors Philippe V. entendait maintenir coûte que coûte un Bourbon sur le trône d'outre-Pyrénées, non par orgueil familial ou national, mais tout simplement pour empêcher qu'un jour la France fût à nouveau prise en tenaille et que fût rompu le difficile équilibre européen. L'enjeu était de très grande politique.



Bataille de Denain, huile sur toile de Jean Alaux, 1849

L'appel de Louis XIV

L'intention de l'Europe coalisée était bel et bien de ruiner et de démembrer le royaume capétien. Il fallait résister jusqu'au bout, quel que fût le désir de paix, et expliquer à l'opinion publique que c'étaient les ennemis qui nous obligeaient à poursuivre la guerre... On conseilla au roi de réunir les états généraux, mais il ne voulut point recourir à ce remède dangereux. Il préféra écrire une lettre, un appel aux Français qui fut lu dans toutes les églises et placardé sur tous les murs publics du royaume. Les Français répondirent par un nouvel élan, montrant une nouvelle fois la faculté de redressement qui leur est propre.

Cette résistance ne fut pas vaine, car les ennemis eux-mêmes commençaient à s'essouffler. Or la France n'était envahie qu'au nord et, sur nos lignes de défense, nous ne reculions que pied à pied. Depuis notre désastreuse défaite de Malplaquet (11 septembre 1709) qui leur coûta très cher, les Anglais manifestaient un réel désir de reprendre les pourparlers de paix, car cette guerre continentale, en fin de compte, ne leur rapportait pas grand chose... Le 10 décembre 1710, la victoire des troupes franco-espagnoles, sous le commandement du duc de Vendôme, arrière-petit-fils d'Henri IV, à Villaviciosa de Tajuña en Castille, fit réfléchir les Anglais, lesquels, en fin de compte, ne trouvaient pas si mal la séparation des deux couronnes de France et d'Espagne que proposait Louis XIV. Restaient les Hollandais parmi les plus intransigeants, et aussi les troupes du nouvel empereur romain germanique Charles VI, celui-là même qui, en tant qu'archiduc et petitneveu, comme le duc d'Anjou, du vieux roi d'Espagne Charles II

(1661-1700), voulait régner sur l'Espagne. Il aurait donc été à la fois empereur et roi d'Espagne, comme jadis Charles Quint; c'est ce que l'obstination de Louis XIV évitait pour la paix de l'Europe entière. Privés de leur appui principal, l'Angleterre, les troupes hollando-impériales grignotaient peu à peu les dernières places françaises qui contenaient l'invasion depuis des années et osaient appeler leur route ainsi déblayée le "chemin de Paris". Quant aux Anglais, voyant mourir, à la suite du Grand Dauphin, tant de princes du sang français, ils se mirent à craindre que Philipppe V fût un jour appelé, malgré les promesses de Louis XIV, à régner à Paris et à Madrid simultanément..

Alors, le prince Eugène de Savoie-Carignan, au service des Habsbourg, força la frontière du nord en 1712 : il commandait cent trente mille hommes ; face à lui, le maréchal de Villars disposait de soixante dix mille vieux soldats français, la dernière réserve du royaume... Louis XIV déclara qu'en cas de revers, il se rendrait à Péronne et ou à Saint-Quentin : « Mieux vaut périr ensemble et sauver l'État. Je ne consentirai jamais à laisser l'ennemi approcher de ma capitale. » Un vent de panique souffla sur Versailles. On voulut presser le roi de ne pas s'exposer à être capturé : il répondit avec hauteur, et très royalement, qu'il refuserait d'abandonner son poste devant l'ennemi. Or le prince Eugène, trop sûr de lui, commit une imprudence en installant ses magasins un peu trop loin du principal corps d'armée : le camp de Denain, près de Valenciennes. Un habitant du pays s'en aperçut et courut le dire au général de Montesquiou qui le rapporta à son supérieur, le maréchal de Villars. Celui-ci fit simuler une attaque de Denain : les défenseurs du camp furent tous pris. Et quand le prince Eugène arriva, le 24 juillet 1712, il fut repoussé vigoureusement. Privé de vivres et de munitions, il n'eut plus qu'à se replier vers les Pays-Bas.

Villars, le chanceux

Dans l'affaire, Villars eut beaucoup de chance, mais il manœuvra habilement. Sa gloire est surtout d'avoir obéi aux ordres formels de Louis XIV en livrant cette bataille désespérée. Le vieux Capétien, en faisant taire tous les défaitistes, avait tiré son royaume du désastre. Désormais le traité d'Utrecht pouvait être signé: la France n'était pas en position de faiblesse. Elle conservait les frontières qu'elle avait acquises, mais

elle fut écartée de la Flandre belge qui passa à la maison d'Autriche, laquelle reçut mission, avec la Hollande de Guillaume d'Orange, de veilller à ce que les Français ne cherchassent pas à imposer leur présence ici. L'Angleterre, maîtresse des mers, le devint aussi des colonies : les espagnoles, d'Amérique latine, mais aussi les autres qui nous échappèrent, Terre-Neuve, Acadie; même notre Canada fut menacé. Quant à la renonciation de Philippe V et de ses descendants à leurs droits de princes français, elle allait de soi et cela deviendrait évident au fur et à mesure que s'hispaniserait cette branche des Bourbons...

Un tournant en Europe

Mais les Hohenzollern, les plus actifs et les plus ambitieux des princes allemands, devinrent rois de Prusse et allaient par la suite chercher à reconstituer à leur profit l'unité allemande. Comme dit Jacques Bainville, « Louis XIV avait compris que la rivalité des Bourbons et des Habsbourg était finie, qu'elle devenait un anachronisme, que des bouleversements continentaux ne pourraient plus se produire qu'au détriment de la France et au profit de l'Angleterre pour qui chaque conflit européen serait l'occasion de fortifier son empire colonial ». Ouand le vieux roi allait mourir en 1715, la France était très fatiguée ayant dû payer d'un haut prix l'acquisition de ses frontières et de sa sécurité. Les générations à venir sauraient-elles rendre hommage comme il le fallait à ces hommes de tradition qui gardèrent le sol natal au prix des pires sacrifices ? Cette année 1712 est aussi celle qui vit naître, le 28 juin, un mois avant le sauvetage inespéré de Denain, Jean-Jacques Rousseau, l'homme le plus asocial qui fût jamais et qui allait se mettre dans l'idée de dresser les plans d'une société révolutionnaire à laquelle il ne croyait même pas lui-même, mais à laquelle allaient croire les hommes de 1789... En quelques mois c'en serait (presque) fini de l'œuvre de nos rois, pour le plus grand malheur de la France... ■

Michel Fromentoux

BIOGRAPHIE

René Benjamin Un ami d'AF

LA DÉSORMAIS RICHE collection "Qui suisie ?", cet automne, outre le Maurras de Tony Kunter, a publié, sous la plume de Xavier Soleil, un René Benjamin, un nom qui, malheureusement, ne doit pas dire grandchose à nos jeunes générations. Mais c'est précisément tout l'intérêt de cette collection que de redonner une visibilité et, par voie de conséquence, une lisibilité à des auteurs qui les ont perdues, non pas par manque de talent - ce ne saurait être évidemment le cas de René Benjamin -, mais parce qu'ils ont eu le malheur de déplaire aux puissants du jour. René Benjamin, né le 20 mars 1880 à Paris, fait partie de ceux-là. Journaliste, chroniqueur, biographe, drama-

turge, romancier à la Balzac dans sa volonté de croquer la société de son temps à travers la justice notamment -, ayant reçu en 1915 le prix Goncourt pour Gaspard qu'il écrivit en convalescence après avoir été gravement blessé dès le début des hostilités, roman qui « peignait l'illusion, le chant du coq gaulois, cet imbécile, la vantardise du départ », il fut aussi un conférencier de talent, en butte à l'hostilité d'une gauche aussi ennemie qu'aujourd'hui de la liberté d'expression... Si bien que les camelots du Roi durent plus d'une fois assurer la sécurité de ses causeries, jusqu'à y laisser, un soir, à Lyon, l'un d'entre eux sur le pavé. C'est que René Benjamin était un ami de l'Action française, de Maurras et de Daudet. Il écrivit en 1932 un remarquable Charles Maurras, ce fils de la mer. Admirateur également, pèle-mêle, de Barrès, Joffre, Molière et Sacha Guitry, fin connaisseur de la personnalité de Mussolini,

il s'engagea très activement en faveur du maréchal Pétain en 1940, ce qui lui valut d'être "épuré" à la Libération. Et enfermé durant un an.

À sa mort précoce, le 4 octobre 1948 à Tours, Maurras écrit : « Quelqu'un qui l'a bien connu et admiré me dit que René Benjamin ne pouvait plus vivre. Exactement, son cœur, qui était tout lui-même, ne survivait pas à L'Enfant tué [René Benjamin avait perdu un fils à la guerre en 1945 et écrivit ce livre en témoignage], au cœur de son cœur, mais c'est ainsi que l'écrivain saura durer en nous. [...] D'un pas glissant, mais ferme, il s'est évanoui dans le mystère et le silence de ce qu'il avait trop aimé. » Un livre aussi érudit qu'émouvant. □

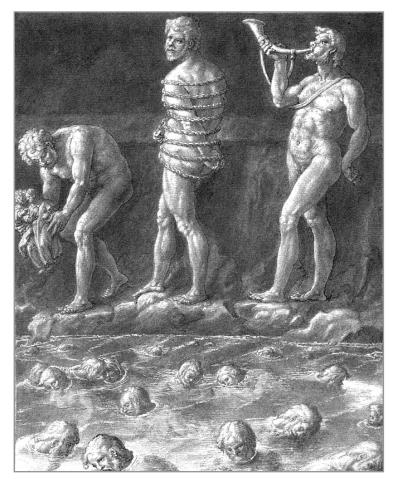
Axel Tisserand

✓ Xavier Soleil, *René Benjamin*, éd. Pardès, collection "Qui suis-je?", 128 p., 12 euros.

□ LIVRE

La trahison perdue

Jacques Aboucaya signe un éloge de la trahison, dont on se demande si elle peut encore survenir « quand la loi, quand l'idéologie régnante sont justement celles de la nouveauté inévitable et presque obligatoire ».



L'Enfer de Dante illustré par Giovanni Stradano

u'est-ce que trahir? C'est la littérature policière anglomanquer à sa parole. Pour ne pas trahir, il ne faut pas la donner. Mais l'homme est une girouette, guidée par ses intérêts et par ses passions qui varient au vent des modes. L'homme est un être mobile, alors que l'honneur et la morale le voudraient immobile, immuable et fidèle. Jacques Aboucaya, qui est un homme de devoir, d'honneur et de fidélité, le contraire d'un renégat, nous donne ici un éloge assez sincère de la trahison.

Il y a du bon à trahir

Est-ce pensable? Il s'emploie, sur une centaine de pages, à nous démontrer qu'il y a du bon à trahir, malgré l'opprobre jeté par Dante sur ce vice, lui qui n'hésita pas à mettre Brutus, le vertueux républicain, en enfer. Aboucaya nous explique par raison démonstrative que la trahison est quelquefois, sinon presque toujours, le moteur de l'histoire et presque le propre de l'homme, pour autant que nous définissions l'homme comme un être mobile.

Son éloge s'inscrit dans la lignée luciférienne et paradoxale de la littérature sur laquelle les Anglais, peuple joueur et parieur par excellence, sont mieux ferrés que nous, pour des raisons à la fois historiques, géographiques et religieuses. À preuve le célèbre éloge de L'Assassinat considéré comme un des beaux-arts de Thomas de Quincey. Le thème du traître, de la double allégeance, a été merveilleusement traité par

saxonne. Songeons à Graham Greene. La taupe greeenienne n'est pas le conspirateur chestertonien avec la plume au chapeau du cavalier stuartiste qui veut faire sauter le Parlement parce qu'un puritain a blasphémé la Sainte Vierge. Le héros greenien est un homme divisé qui reproduit sa déchirure (soit sa trahison-conversion à Rome ou à Moscou, quand Rome était dans Rome et Moscou dans Moscou) dans sa vie privée, Greene étant aussi le romancier de l'adultère, je parle du seul adultère qui vaille, l'adultère chrétien, celui qui prive un catholique de sacrements.

Disciples du Christ

Mais remontons plus haut. Est-ce faux de dire que les apôtres ont trahi la foi de leurs pères pour se convertir à cette foi nouvelle qui allait devenir la foi chrétienne et *trahison*, éditions du Rocher, 135 p., qui, aux yeux de la synagogue, ne 12,90 euros.

résie ? Ils furent traîtres à leur patrie et à leur église. Il faut que le scandale arrive, a dit le fondateur de cette religion nouvelle. Le scandale, c'est-à-dire la trahison. Ne parlons pas de Judas qui n'est traître que malgré lui et pour un pauvre avantage financier. Mais aujourd'hui, et c'est la question que je pose à Aboucaya, le scandale est il encore possible, et partant, la trahison? Peut il encore arriver quelque chose sous le soleil quand la loi, quand l'idéologie régnante sont justement celles de la nouveauté inévitable et presque obligatoire ? Autrement dit, dans une société permissive, plus rien n'est possible. Quand rester attaché au passé, c'est entraver la marche en avant du progrés. Mais quand rien ne dure. quand tout change à chaque seconde, quand ce qui était "vrai" (entendez expédient) hier est faux (entendez caduque) aujourd'hui, peut-on encore trahir?

pouvait passer que pour une hé-

Un essai frais et alerte

Voilà donc un essai frais, alerte et gaillard qui, après avoir fait l'éloge convaincant de la trahison (vice ou vertu selon le point de vue purement moral ou politique selon lequel on se place), amène le lecteur à se dire que ce privilège de faire le mal, le mal particulier, le mal dévolu aux époques de la grandeur militaire, ce luxe de pécher, nous est retiré sous le règne du bien absolu décrété par la société du commerce, du bonfort et du bienêtre.

D'ailleurs pour trahir faut il encore qu'il y ait quelque chose à trahir, une foi, un cause, une religion, une appartenance politique, une femme. Mais quand on a renoncé aux liens indissolubles du mariage, quel lien peut-on briser ? L'adultère est un mot de jadis . Comme le lien de fidélité de vassal à suzerain, de fils à père, de sujet à monarque, d'un homme à sa terre, à son peuple, à sa race. ■

Gérard Joulié

✓ Jacques Aboucaya, Éloge de la

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE?

Pour lui permettre de vivre. abonnez-vous, faites des abonnés!



G. DE TANOÜARN L'athéisme est mort

Philippe Nemo signe un petit livre passionnant.

APRÈS AVOIR CRIÉ "Dieu est mort", les cultureux commencent à réaliser que l'athéisme ne tient pas la route. C'est ce que souligne Philippe Nemo dans un petit livre passionnant, La Belle Mort de l'athéisme moderne. Belle mort ? Il faut remonter à l'expression "mourir de sa belle mort". L'athéisme moderne est mort, mais personne ne l'a tué, il est mort de sa belle mort. Parce que les hommes ont compris qu'il n'apportait rien, qu'il ne rendait pas plus heureux, que ce n'était pas la peine de refouler Dieu en soi, puisque l'absence de Dieu ne nous donnait rien de plus et nous mettait souvent dans des situations inextricables. On ne comprendra pas l'importance de ce livre si l'on oublie de quels sentiments est fait l'athéisme moderne. Comme l'a expliqué naguère Claude Tresmontant dans Le Problème de l'athéisme, c'est avant tout un antithéisme : « Si Dieu existait », écrit Sartre dans sa célèbre conférence L'existentialisme est un humanisme, « ce serait une raison supplémentaire pour nous de le combattre ». Philippe Nemo fait un récapitulatif des diverses formes de cet athéisme moderne, et il souligne à chaque fois qu'aujourd'hui telle forme est morte. Le positivisme est mort, la libre pensée se fait croire à elle-même qu'elle existe encore, c'est uniquement un effet de la censure "correcte" si elle a encore quelque chose à dire, mais les obédiences maçonniques découvrent qu'elles sont fondées sur un modèle théologico-politique dépassé. La critique biblique a dû en rabattre depuis Spinoza (1670); aujourd'hui, l'exégèse reste massivement en faveur du fait biblique : plus personne ne nie l'historicité du Christ ou l'originalité de sa parole. Quant à la recherche d'un absolu philosophique, à travers le hégélianisme ou les méditations plus ou moins échevelées de Heidegger, il faut bien reconnaître que toutes ces sectes intellectuelles sont dans l'échec. Après tout, un Maxence Caron a raison d'essayer de théologiser tout ça : que peut-on faire d'autre de la pensée allemande que la reconduire au christianisme qui a été sa matrice... haïe? Autre forme d'athéisme : l'absolu artistique. Il relève aujourd'hui de la galéjade: l'art contemporain nous en a débarrassé. Le cinéma de Bayreuth et des wagnériens en transe en constitue l'exacte limite. Nietzsche lui-même doit se résigner à le reconnaître dans Le Cas Wagner. Que reste-t-il ? Les diverses formes de syncrétisme... L'enthousiasme de Mai 68, la vie entre Bouddha et Jésus superstar (le nouveau bouddhisme



forme ultime du nihilisme européen, disait déjà Nietzsche). Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce syncrétisme scout a du plomb dans l'aile. Quant au néo-bouddhisme... Qui y croit vraiment? Tout cela fait partie de ce que Gérard Leclerc a appelé le bricolage religieux. Je ne parle pas des millénarismes laïcisés que sont les différentes idéologies : qui croit au paradis sur la terre aujourd'hui? Même la mondialisation, cette idéologie ultime, engendre déjà... la Grèce d'aujourd'hui, ses manifestations, ses incendies, ses élections anticipées, ses diminutions de salaire! Il est vrai qu'Il n'existe plus aucune forme de l'Absolu qui tienne la route, hormis le christianisme, le plus tôt contesté et qui demeure encore debout malgré toutes les critiques.non seulement comme une religion populaire mais comme une perspective vitale qui, aujourd'hui séduit aussi les intellectuels. Le christianisme a affronté toutes les questions de la modernité depuis l'origine. Il a passé « deux siècles chez Lucifer », comme disait Maurice Clavel, désignant la crise de la conscience européenne et ses suites. Il s'en est sorti, sous la houlette de Benoît XVI, intellectuel chrétien décomplexé! Je laisse à Philippe Nemo la conclusion de ce panorama: « Les deux siècles chez Lucifer ont fait passer le christianisme par la plus terrible épreuve du feu qu'il ait subi dans son histoire. Mille vieilleries - superstitions, croyances naïves, adhérences politiques, anthropologiques et sociologiques... ont été brûlées et ne reprendront plus jamais consistance. Mais ce qui a résisté au feu est l'or incorruptible de l'Évangile et de l'Église. La tâche du jour

> Abbé G. de Tanoüarn ab2t.blogspot.com

✓ Philippe Nemo, *La Belle Mort* de l'athéisme moderne, PUF, col. Quadrige 156 p. 15 euros.

est donc de dégager intellec-

tuellement cet or des scories

mêlé. » Ce feu auquel Philippe

Nemo fait allusion, feu à tra-

vers lequel doit passer tout ce

qui se déclare oeuvre de Dieu

(I Cor. 3, 11-15), ce feu tou-

chera d'abord - et il a déjà

commence a le faire - les

les "expériences" les plus

adaptations les plus récentes,

contemporaines. Ne demeurera

que la sainte Tradition, non pas

comme une forme passéiste,

mais la Tradition apostolique

dans sa permanente actualité,

dans sa persistante efficacité,

dans son irritante affirmation

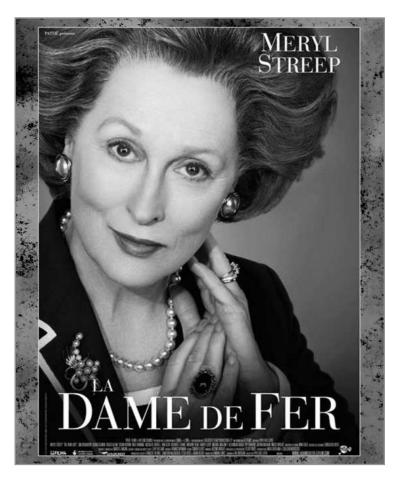
d'elle-même. □

auxquelles il est encore

□ CINÉMA

La Dame de Fer

Projeté dans les salles obscures depuis le 15 février, le dernier film de Phyllida Lloyd met en scène les souvenirs d'une "Dame de fer" fragilisée par la vieillesse – un regard inédit sur Margaret Thatcher.



l ne s'agit pas de Marine Le Pen. Encore moins d'Eva Joly. Et pas davantage de Ségolène Royal. Vous n'y êtes pas ! Si vous insistez dans une ironie misogyne à rappeler l'expérience cruelle et néfaste d'Édith Cresson, je vous affirme, moi, que la dame que nous évoquons n'est pas de notre royaume. Pour la rejoindre, il vous faudra franchir la Manche. Encore, ce déplacement vous sera coûteux et bien inutile, car une fois en Grande-Bretagne, Margaret Thatcher serait bien incapable de vous répondre. Après Ronald Reagan, mais avant Jacques Chirac, comme une ultime vanité, cette femme qui fut pendant onze ans à la tête du gouvernement britannique, de 1980 à 1991, a été frappée par la maladie Alzheimer.

Une grande absente

C'est cette décrépitude, ce "naufrage" qu'est la vieillesse, pour paraphraser De Gaulle, que met en avant, dans un film de grande qualité, Phyllida Lloyd. Décidément, les Britanniques n'en finissent pas de mettre en scène leur vie politique récente, tout du moins celle du XX^e siècle, mais toujours avec brio, avec le caractère insulaire propre à leur cinéma, d'où ont surgi au moins deux petits chefs d'œuvre, *The Queen* et *Le Discours* d'un roi.

Dans ce film biographique, il y a d'abord une grande absente, la reine elle-même, tant, sans doute, la réalisatrice a jugé bon de ne s'intéresser qu'aux rouages du pouvoir et d'abord à l'ambition d'une femme. Réduite aux dépôts de gerbes et aux rubans sectionnés dans la vraie vie. Elizabeth II

est le véritable fantôme de la Dame de fer. Voilà le traitement que l'on accorde aux monarchies parlementaires. Ce que veut nous montrer Phyllida Lloyd, c'est le volontarisme de Thatcher, son combat jamais épuisé pour conquérir le sommet du pouvoir. Ses conceptions politiques et la fidélité à son père l'entraînent dans les arcanes du parti conservateur. Mais c'est une femme, et de surcroit fille d'épicier ; Elle rencontre la morgue dédaigneuse de gentlemen tout droit surgis du XIXe siècle. Nullement décontenancée par les railleries sur la modestie de ses origines, à l'inverse d'un André Malraux accablé, sa vie durant, par une mère épicière à Bondy, et qui n'en parlait iamais, Thatcher met au contraire en avant son expérience familiale, faite de travail, d'application et d'endurance.

La fille d'un épicier

Une des scènes les plus fortes du film est sans doute celle ou elle ridiculise ses collaborateurs, tous issus des plus honorables familles de Grande-Bretagne, otages de leur mauvaise conscience lorsqu'il s'agit de voter des lois ultra-libérales. Thatcher n'a pas de ces états d'âme. Il y a un peu chez elle le mépris que l'on perçoit chez Hitler dans La Chute à l'égard de ses officiers, tous fils de l'aristocratie prussienne, quand lui, sans école militaire, est parvenu à leur tête. Thatcher, avec un art consommé, évoque son enfance dans la boutique comme argument décisif. Ce qui lui aura fallu, tout de même, comme talent à déployer, comme efforts à fournir, pour dépasser ceux qui la méprisent en secret et sublimer une condition sociale bien inférieure à celle de son entourage. Tel un papillon qui sort de sa chry-

salide, la dame de fer s'extrait de Margaret. Le film montre la mutation qui s'opère, et d'abord l'abandon du chapeau, trop dame patronesse, et le changement de ton qui, trop neutre, inodore et incolore, adopte le style d'un capitaine d'industrie. Au grand sacrifice de sa vie de famille, un mari bluffé mais qui la soutient, un fils qui s'est éloigné d'elle, une fille qui retrouve sa mère sur son déclin, mais seulement là, Margaret Thatcher parvient au 10 Downing Street. Un charisme fou. Du jamais vu depuis Winston Churchill. Intransigeance absolue devant les mouvements sociaux comme Reagan, elle s'inspire en économie de l'ultra-libéral Hayek -, combattive et victorieuse dans la guerre des Malouines contre les Argentins, très active dans l'effondrement du bloc soviétique, elle apparaît en 1991 comme un dinosaure politique, indestructible. En réalité, alors qu'elle était devenue un véritable tyran auprès de ses plus proches conseillers, il ne faudra pas trois jours pour que s'effondre la dame de fer en voyage à Paris. Même ses plus anciens alliés se retourneront contre elle aux Communes.

La déchéance

De cette chute, Margaret Thatcher ne se remettra jamais. Tout l'autre intérêt du film consiste dans l'étude presque clinique de la déchéance physique et mentale de l'ancien Premier ministre. Sur le ton du documentaire qui instruit, Phyllida Lloyd dévoile, au cours d'une série de flashbacks, la part plus intime de Margaret, iusqu'à rendre attachante celle qui fait penser un peu à Richelieu mourant, qui déclarait n'avoir eu « d'autres ennemis aue ceux de l'État ». Enfin, le génie du film repose sur Meryl Streep, qui a légitimement reçu un Oscar pour son rôle il y a quelques jours. Un mimétisme troublant habite la comedienne, qui nous avait déjà comblés en incarnant M^{me} de Merteuil dans Les Liaisons dangereuses. Meryl Streep est Margaret Thatcher de manière si saisissante qu'on ne doute pas, en sortant de la salle, d'avoir passé deux heures en la compagnie de la Dame de fer. Incapable de s'évader de la moindre idéologie. la presse de gauche a critiqué ce film, dénonçant le portrait d'une libérale conservatrice ou voyant se profaner en filigrane le spectre d'une Marine Le Pen. Comme nous n'en sommes pas là, allez voir sans a priori ce nouveau cadeau du 7e art. ■

Marc Savina

RELIRE MAURRAS

La défense du pays, parent pauvre de la République

L'Enquête sur la monarchie est non seulement un des livres fondateurs du mouvement d'Action française, mais, aussi dans son édition définitive de 1925, une sorte de bréviaire que chaque royaliste devrait relire régulièrement.

L'Enquête fut d'abord publiée en feuilleton dans La Gazette de France au cours des premiers mois de l'année 1900. Dans la préface de la première édition, parue en librairie en 1909, Charles Maurras souligne « l'impuissance du régime démocratique et républicain à défendre sérieusement contre ses propres forces les secrets de l'État ». Dans l'édition de 1925 figurent les "discours préliminaires", où l'auteur dénonce l'impréparation de la France à la guerre. Dans le discours III, il critique « une conception théorique mal avouée », propre à certains intellectuels, et leur « volonté de sacrifier la patrie *à l'humanité* ». Dans le discours IV, il définit « la vraie république par la domination des intérêts, passions, volontés des partis sur l'intérêt majeur du peuple français, sur son intérêt national, tel qu'il résulte des conditions de la vie du monde. [...] On avait de l'argent, on le dépensait, mais pour contenter l'électeur, et non pour le protéger, ni pour le sauver. » Et de rappeler qu'un ministre « avait allégué qu'au début du XXº siècle ce pays s'était laissé prendre à la chimère d'idéalisme, à la chimère de la pacification universelle ».

Dénatalité en chiffres

Le discours V montre par des chiffres que non seulement la république n'avait pas su préparer la guerre, mais qu'elle n'avait pas su non plus préparer la paix. Alors qu'entre 1870 et 1914, l'Allemagne avait gagné trente millions d'habitants, l'Angleterre quatorze, l'Italie dix, la France n'en avait gagné que deux millions d'âmes pendant le même temps, alors qu'elle était sous l'ancien régime, le pays le plus peuplé d'Europe. Maurras juge la République coupable de cette dénatalité. Il pointe « cet individualisme éthico-social qui exige l'irréligion de l'État, [...] l'action du fisc en matière de successions, les traditions morales et les ressources physiques des foyers qui furent méthodiquement saccagées, [...] l'organisation ouvrière conçue de manière à rendre inévitable la guerre des classes ». La démocratie est pour Charles Maurras le mal qui désintégrait notre pays et qui décourageait le peuple. Dans le discours suivant, intitulé La Victoire de la France, Maurras s'applique à démontrer que si nous avons pu gagner la guerre c'est parce que nous étions, pour un temps, revenus à des valeurs d'Ancien Régime :



« La guerre victorieuse

s'acheva comme elle avait com-

mencée, écrit-il : après la dic-

tature de Joffre, celle de Cle-

menceau. [...] Les hommes de

l'Action française clamaient

tous les jours : l'autorité et l'ordre sont les conditions de la victoire. [...] Le gouvernement [républicain] obligé de sauver la France, [...] doit se séparer de lui-même [...] et faire des emprunts aux partis qu'il a le plus combattus. [...] En sorte que, s'il les avait anéantis complétement, jusqu'à étouffer toute la tradition, il ne lui fût resté ni une idée, ni un fonctionnaire pour son propre salut. » Plus loin, Maurras explique que nous avons été les jouets de nos alliés et de nos adversaires: « Bismarck disparu [...], nous avons subi Guillaume II près de vingt-cinq ans et nous sommes pliés aux méandres de son caprice. De 1900 à 1912, nous fîmes les pacifistes, les bons européens. Cependant, depuis 1900, luimême ne défendait plus la paix. [...] Vers 1912 il nous a décidés. [...] Nous nous sommes engagés au même sentier de la guerre. Mais [...] de 1912 à 1918, son empire, son état-major y ont présidé, en ont réglé les phases, déterminé les prétextes. [...] C'est son action qui du dehors mena notre politique. [...] Notre démocratie, matière inerte et brute dont toute l'initiative, [...] se réduisait à l'élémentaire volonté de rester française. [...] En optant pour la démocratie, nous avions inscrit cette absence (un libre pouvoir qui anime un État raisonnable et humain) dans la ligne de nos destins. » Certes, ajoute Maurras, nous avions vaincu, mais au prix fort, et en cédant sans combat à la révolution, à Wilson, à ce qu'on pût appeler les démocraties alliées. Guillaume II, lui, préserva l'avenir de l'Alle-

Louis de Galice

magne. Nous savons où cela

nous a amenés. 🗆

☐ LE MOT DU SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL

Ce qu'on ne ferait pas pour vendre du papier...

La mutation du paysage religieux français inspire des réticences croissantes, dont on aurait tort de croire qu'elles se cantonnent au seul Front national : de fait, l'"islamophobie" transcende bien des clivages politiques.



La couverture d'un ouvrage publié sous l'égide de Riposte laïque

ans Bienvenue au Front -Journal d'une infiltrée, qui est sorti ce 27 février, Claire Checcaglini raconte avoir gravi les échelons du Front national, qui lui aurait proposé d'être candidate aux législatives à Neuillysur-Seine, près de Paris. Sous le pseudonyme de Gabrielle Picard, elle a évolué au sein du parti national pendant huit mois. Savezvous ce qu'elle y a trouvé? L'islamophobie, ciment des militants du FN. Ça, c'est un scoop. Et elle

remarque : « Parler de souveraineté, ce n'est pas tout à fait aussi facile que de dire, "j'en ai marre de ces Ben-merguez". » On notera la hauteur de l'analyse. Voilà une révélation qui risque d'être fatale au parti de Marine Le Pen. Bien sûr, personne ne viendra s'offusquer de la méthode, laquelle, si elle avait été exercée au sein d'une autre formation du type UMPS ou plus à gauche, aurait soulevé une indignation consensuelle condamnant

des pratiques nauséabondes, rappelant les heures les plus sombres de notre histoire...

Reste que l'islamophobie se développe en France, du fait de la présence sur notre sol de musulmans de plus en plus nombreux, maghrébins, sub-sahariens et maintenant issus de l'Europe de l'Est. Ce n'est pas que le Front national cultive l'islamophobie plus que les autres. Il existe des courants hyper républicains et hyper laïcistes qui traquent les barbus et les burqas dans d'autres strates de la société. Mais il est vrai qu'aucun d'entre eux n'ose faire le lien entre cette islamisation et l'immigration continue et obligatoire. Fidèles, en cela, aux dogmes établis par la puissance financière supranationale, et validés par les prophètes de la pensée unique.

Le désespoir de Français du peuple

Nous savions déjà que l'islamophobie se développe en France et en Europe, et bien au-delà du FN. Nous connaissons les causes de ce phénomène (c'est l'injonction quasi universelle à l'immigration et au métissage des peuples). Et nous dénonçons les coupables, traitres au pire, irresponsables au mieux. Il y a les marionnettes qui pendent au bout de leurs ficelles dans la campagne présidentielle et il y a ceux qui, anonymes et sans nationalité, tirent ces ficelles derrière leur castelet, lequel, à ce qu'on m'a dit, n'est pas à l'épreuve des balles. ■

Olivier Perceval

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF Stéphane Blanchonnet Secrétaire général Olivier Perceval Secrétaire général adioint Romain Hellouin

Trésorier Giovanni Castelluccio Secrétaire administratif Marie-Suzanne de Benque d'Agut Formation

Marc Savina

Provinces Philippe Castelluccio Militantisme Jean-Baptiste de l'Aviath Responsable opérationnel François Bel-Ker

» AGENDA

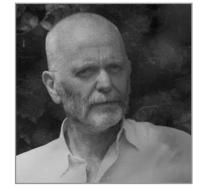
□ PARIS - Mercredi 7 mars à 18 heures, cercle AFE-AFL animé par Pierre de Meuse : "Initiation à la pensée maurrassienne". Dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal). En-

□ GRENOBLE - Mercredi 7 mars à 21 heures, cercle de formation des jeunes royalistes grenoblois du Cercle Philis de la Charce: "L'empirisme organisateur, principe premier de la philosophie d'AF". Contact: grenoble.etudiants@actionfrancaise.net

□ MARSEILLE - Samedi 10 mars à 18 h 30, nos amis de la Fédération royaliste provençale (FRP) recevront Axel Tisserand pour leur café actualité: "Le royalisme, le Prince, une autre vision du monde". Au café Simon, 28 cours Honoré d'Estienne d'Orves, Marseille 1er (carré Thiars). La réunion sera suivie dun dîner sur place. Pour plus de renseignements, vous pouvez prendre contact avec notre section locale: marseille.royaliste@actionfran-

□ PARIS - Mercredi 14 mars à 19 h 15, le Cercle de Flore reçoit Renaud Camus, écrivain et essayiste, qui traitera du "Grand remplacement". Dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croixdes-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal). Entrée libre.

□ HAUTS-DE-SEINE & PARIS 17e -Vendredi 23 mars à 20 heures, dîner-débat avec Axel Tisserand, essayiste, en présence de M^{me} Nicole Maurras: "Maurras, soixante ans après". Au restaurant Le Bolero de Ravel, 37 rue Gabriel Péri à Levallois-Perret (métro Anatole France, bus 174). Participation: 27 euros ; étudiants et chômeurs : 17 euros. Inscription obligatoire avant le 16 mars. Cheques a l'ordre Péri, 92300 Levallois-Perret. Renhautsdeseine@actionfrancaise.net



Renaud Camus sera l'invité du Cercle de Flore le mercredi 14 mars

□ PARIS - Mercredi 4 avril à 18 heures, cercle AFE-AFL animé par Pierre Marchand: "Les enjeux de l'économie". Dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croixdes-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal). Entrée libre.

» INFORMATIONS

□ VENTES À LA CRIÉE - Notre journal ne se vend pas tout seul! Participez à la diffusion de l'idée royale en rejoignant une de nos équipes de vendeurs. Contact : 06 88 97 00 40 ou vendeursvolontaires@actionfrancaise.net

□ ADHÉSIONS - Qui n'a pas encore pensé à son adhésion ? La cotisation pour l'année est de 32 euros (demi-tarif pour les lycéens, étudiants et chômeurs), la moitié étant reversée à votre section locale. C'est cette ressource indispensable qui nous permet de monter nos projets. Chèques à l'ordre du CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

□ DATES À RETENIR - À l'occasion de la fête traditionnelle d'hommage à Jeanne d'Arc, meeting, manifestation, banquet... seront organisés les 12 et 13 mai. L'université d'été d'Action française (CMRDS) aura lieu cette année du vendredi 24 août (soir) au samedi 1er septembre inclus ; insde M^{me} Castelluccio, 46 rue Gabriel crivez-vous et inscrivez vos enfants dès à présent ; renseigneseignements: 01 47 57 05 81 ou ments: 06 88 97 00 40 ou cmrds@actionfrancaise.net

» COMPTE-RENDU

» DÉCÈS

□ PERPIGNAN - Le samedi 11 février 2012 à Perpignan, devant une trentaine d'auditeurs, Marc Savina, professeur d'histoire et journaliste à L'Action Française 2000, a relaté l'experience parlementaire de Leon Daudet lors de sa législature au sein de la chambre "bleu horizon". Après une biographie du pamphlétaire de l'Action française, le conférencier a évoqué sa participation aux travaux de l'Assemblée.

Nous avons appris avec peine le

décès de notre ami le capitaine

Geoffroy Revel. Atteint d'une

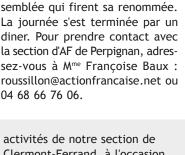
leucémie foudroyante, il aura

été jusqu'au bout fidèle à ses

convictions de catholique et de

patriote. Il avait participé aux

Enthousiaste à ses débuts, il finit par une déception en s'apercevant de l'inutilité de la fonction parlementaire. Pour illustrer sa conférence, Marc Savina a lu, pour le bonheur des auditeurs, des interventions de Léon Daudet à l'Assemblée qui firent sa renommée. La journée s'est terminée par un diner. Pour prendre contact avec la section d'AF de Perpignan, adressez-vous à M^{me} Françoise Baux : roussillon@actionfrancaise.net ou 04 68 66 76 06.



Clermont-Ferrand, à l'occasion du cinquantenaire de la mort de Maurras. Alors qu'il avait été projeté en Afghanistan, ses qualités exceptionnelles de chef et de tacticien lui valurent d'obtenir la croix de la Valeur militaire. Mort à trente et un ans,

dans une paix spirituelle qui fait l'admiration de ses proches, il nous laisse un souvenir qui ne nous quittera pas. Nous présentons nos condoléances émues à ses parents ainsi qu'à M^{me} Constance Revel, son épouse, et à leurs enfants Bérénice, Enguerrand et Tugdual.

Le Cahier Maurras

DIRIGÉ PAR Stéphane Giocanti et Axel Tisserand, ce Cahier de L'Herne reflète, sur près de quatre cents pages, la diversité des aspects de la vie et de l'œuvre de Charles Maurras. Les



contributions d'auteurs contemporains y côtoient des textes anthologiques. Un ouvrage incontournable, enrichi par un cahier iconographique. 39 euros (43 euros ports compris), disponible auprès du CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris. □

15 I

☐ JEAN-YVES LE GALLOU

Libertés et civilisation en régression

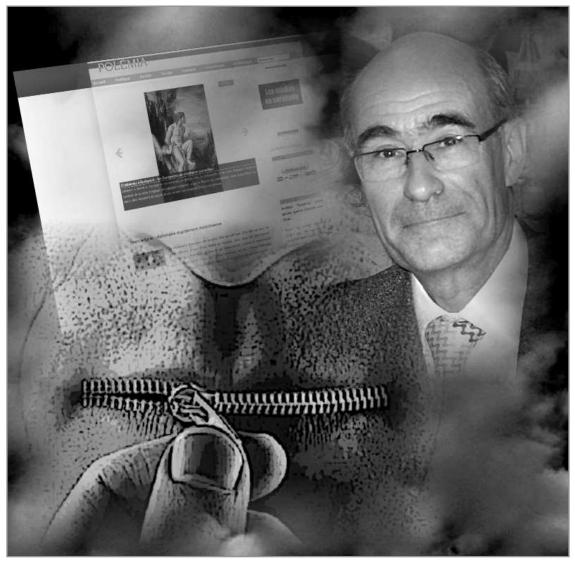
Haut fonctionnaire, intellectuel et homme politique français, Jean-Yves Le Gallou a fondé en 2003 la Fondation Polémia, très présente sur Internet. Au lendemain d'un colloque sur le coût de l'immigration auquel il a participé, nous l'avons notamment interrogé sur la liberté d'expression et les libertés politiques, sujets qui sont au cœur de son combat.

□ L'Action Française 2000 - Pouvez-vous présenter la fondation Polémia à nos lecteurs qui ne la connaîtraient pas encore ?

□ Jean-Yves Le Gallou - Polémia, c'est d'abord un cercle de pensée dissidente à l'opposé du système oligarchique dominant. Son rôle est d'être un incubateur d'idées nouvelles et un brise-glace idéologique du politiquement correct. Polémia c'est également une encyclopédie numérique politiquement incorrecte. Les 4 500 textes mis en ligne sont rigoureusement sourcés et référencés. Polémia est une source précieuse de réflexion et de documentation que son moteur de recherche rend facilement accessible. Polémia, c'est aussi un site phare de la réinfosphère. Polémia contribue à faire entendre les points de vue de tous ceux qui sont attachés aux libertés, à l'identité et à la souveraineté, ce sont les valeurs du "LIS", ou du Lys si vous préférez. Polémia, c'est enfin un centre de décryptage des médias.

Les médias ne sont pas un contrepouvoir, ils sont le pouvoir. Le pouvoir sur les esprits. Polémia a consacré plusieurs publications à l'analyse des phénomènes médiatiques : La Tyrannie médiatique, le Dictionnaire de Novlangue, le Dictionnaire de la réinformation -500 mots pour la dissidence et Les Médias en servitude. Polémia s'apprête à lancer l'Observatoire des journalistes et des médias pour placer sous le projecteur de la critique ceux qui fabriquent l'opinion. Polémia organise aussi chaque année une journée d'étude de la réinformation et la cérémonie - parodique - des Bobards d'or distingue les "meilleurs des journalistes", ceux qui n'hésitent pas à bobarder, c'est-à-dire à mentir délibérément pour servir le politiquement correct. Rendez-vous le 20 mars 2012, à 20 heures, 9 rue d'Athènes, pour la troisième édition. Pour voter ou s'inscrire : contact@bobards-dor.fr

□ L'immigration est, à vos yeux, un des enjeux majeurs de la décennie à venir. D'abord sur le plan economique bien sur... □ En terme d'emploi, l'immigration est une absurdité dans un pays qui compte 10 % de chômeurs à temps plein (et 15 % à temps plein ou partiel). Un pays où le chômage des étrangers hors Union européenne est trois fois supérieur au taux moyen. Un pays où le taux de chômage des enfants d'immigrés (de quinze à vingtquatre ans toujours hors Union européenne) dépasse 35 %. Mais il est vrai que l'immigration est voulue par le Medef pour peser à la baisse sur le niveau des salaires. L'immigration joue ici le même rôle que les délocalisations ; l'immigration c'est la délocalisation



à domicile dans le cadre d'un monde sans frontières 1. En termes budgétaires, l'immigration est aussi une folie dans un pays surendetté. Yves-Marie Laulan, de l'Institut de géopolitique des populations, a chiffré le coût de l'immigration présente actuellement en France à 72 milliards d'euros. Il faut y ajouter le coût des investissements nécessaires pour accueillir les 200 000 étrangers qui entrent chaque année : 15 milliards pour construire les logements, les transports, les places d'école, d'université, d'hôpital et de prison. En tout, près de 100 milliards, l'équivalent du déficit public 2.

□ Mais peut-être l'immigration constitue-t-elle un enjeu plus grave encore sur le plan de la cohésion sociale et celui de l'identité nationale. Considérezvous que nous sommes à un tournant en la matière ?

nant en la matière ?

Vous avez raison, « l'économie n'est pas le destin ». Et l'immigration de masse que nous subissons pose un problème crucial en termes d'identité nationale. Certes, quelques individualités parviennent à s'assimiler, mais, globalement, l'intégration est un échec. Chaque année, le gouvernement donne la nationalité française à plus de 100 000 personnes. Malheureusement, beaucoup de ces Français administratifs ne sont

pas des Français par la culture, par la civilisation, par le sentiment. C'est de la fausse monnaie nationale. Et des pans entiers du territoire se transforment par l'islamisation ou l'africanisation. Nous sommes en train d'importer le choc des civilisations en France.

□ Plutôt que d'une islamisation rampante de la société, ne conviendrait-il pas de parler d'une communautarisation? □ Bien sûr, il y a communautarisation quand le gouvernement et les médias déroulent le tapis rouge aux organisations communautaristes telles que le Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France), le Cran (Conseil représentatif des associations noires) et le CFCM (Conseil français du culte musulman). Mais au-delà, il y une islamisation de la société, c'est-àdire que la minorité musulmane (un peu moins de 10 % de la population) impose progressivement ses règles de vie à tout le monde : là où le voile islamique s'impose, la vie devient de plus en plus difficile pour les jeunes femmes qui ne le portent pas. Que les musulmans mangent halal (ou les israélites casher), c'est une chose. Que l'ensemble des Français se voient imposer ces pratiques, c'en est une autre. Et pourtant, aujourd'hui en France, 60 % des moutons et 30 % des bovins sont

abattus selon les pratiques rituelles orientales. De même, il est anormal de financer des mosquées avec l'argent des contribuables et d'accorder des dérogations aux règles d'urbanisme pour permettre l'édification de minarets. Le pire est que, dans les écoles, la transmission de la mémoire française soit abandonnée pour complaire aux nouveaux arrivants.

□ Un autre de vos combats est celui pour les libertés. Vous avez, dans un récent éditorial, souligné les dérives en la matière: Lopsi, Acta, persécutions policières et judiciaires contre ceux qui refusent le politiquement correct, censure à la télévision, sans oublier ces lois « scélérates » (dixit Anne Le Pourhiet) que sont, notamment, les lois communautaristes, mémorielles ou antidiscriminatoires adoptées successivement en France depuis 1972. Les historiens y sont de plus en plus opposés, mais le pays légal dans son ensemble est favorable à ces lois liberticides. Quel combat mener ? Comment ? Quel espoir avoir en la matière ?

□ Cette formidable régression des libertés s'accompagne d'une régression civilisationnelle. À travers l'antiquité gréco-latine, la première Renaissance du XII° et XII° siècle, la grande Renaissance,

la pensée européenne a toujours distingué deux ordres de vérité : les vérités religieuses, où le dogme s'impose comme article de foi ; les vérités scientifiques ou historiques, qui se déterminent par le libre débat. Dans ces domaines peut être dit vrai (ou faux) ce qui est librement réfutable. Philosophiquement, un fait, une opinion, un point de vue, une analyse qui ne peut être librement réfuté ne peut être dit ni vrai, ni faux (sauf dans l'ordre religieux). Ainsi les lois mémorielles transforment-elles des événements historiques en dogmes religieux. C'est une formidable régression. En retirant des pans entiers d'histoire au libre examen, les lois mémorielles (Gayssot, Taubira ou Boyer ³) ne sont pas seulement des atteintes à la liberté d'expression, ce sont aussi des fautes contre l'esprit. Que faire ? Ne pas se laisser intimider ; résister ; ne pas se laisser imposer l'historiquement correct; ne pas "plier"; continuer à réclamer l'abolition des lois scélérates. Grâce à internet, c'est possible.

□ Vous avez enfin évoqué la tentative de truquage de l'élection présidentielle, visant à empêcher Marine Le Pen de se présenter. Que pensez-vous de la décision du Conseil constitutionnel sur la publicité des signatures des maires ?

□ Il y a effectivement la volonté d'imposer une élection présidentielle croupion, comme il y a des parlements croupions. Un certains nombres de candidats ont déjà été sortis du jeu : Boutin, Nihous, Morin ou Lepage. Qu'on soit d'accord ou non avec eux, c'est regrettable. La tentation existe aussi d'éliminer Marine Le Pen, mais ce sera évidemment plus difficile. Mais déjà les médias manipulent l'opinion : sans attendre le premier tour, ils scénarisent le "duel" du deuxième tour au'ils programment entre Hollande et Sarkozy, qui sont d'accord sur l'essentiel et feignent de s'opposer sur l'accessoire. Le parrainage des candidats à l'élection présidentielle par les maires a fait son temps. Mais le sujet le plus grave reste la tyrannie médiatique. ■

Propos recueillis par François Marcilhac

1 - « Immigration : l'illusion de l'intégration » ; http://www.polemia.com/article.php?id=1730

2 - Synthèse des travaux du colloque "Peut-on raisonnablement calculer le coût de l'immigration ?"; http://www.polemia.com/article.php?id=4596

3 - « Loi sur le génocide arménien : une régression civilisationnelle » ; http://www.polemia.com/article.php?id=4490